

مركزنا من الامم

Les Israéliens libèrent
le maire de Naplouse

LIRE PAGE 44

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

BULLETIN DU JOUR

Poubelle et égout

Les poubelles ne gênent plus seulement les hommes; elles gênent aussi les animaux. Le maire de Naplouse, libéré par les Israéliens, a été retrouvé par les chiens dans les poubelles. Les Israéliens ont libéré le maire de Naplouse, mais les chiens ont trouvé son corps dans les poubelles. Les Israéliens ont libéré le maire de Naplouse, mais les chiens ont trouvé son corps dans les poubelles.

LES DOSSIERS ÉNERGÉTIQUES

- Les Neuf n'ont pu définir une position commune à moyen terme
- Les communistes relancent leur campagne en faveur du charbon

M. Georges Marchais a donné, le 4 décembre, au cours d'une conférence de presse, le coup d'éclat d'une campagne d'information du parti communiste tendant à obtenir du gouvernement une relance de la production charbonnière. Cette occasion, le secrétaire du P.C. a présenté un memorandum intitulé : « Le charbon, ressource nationale, énergie d'avenir », et définissant un plan d'action en sept points.

Répondant, comme en écho, aux propos de M. Marchais, le ministre de l'Industrie a rendu publique la même jour une lettre adressée par lui aux syndicats, dans laquelle il rappelle les grandes lignes de la politique charbonnière du gouvernement et rejette ipso facto les propositions du P.C.

Reunis à Bruxelles ce même mardi, les ministres de l'énergie des Neuf ont convenu d'un accord sur la répartition du placement des incitations de pétrole, dont le principe a été confirmé lors du sommet de Jolpa. En revanche, les Neuf ont été incapables, faute d'une réflexion approfondie, de jeter les bases d'une politique commune en cas d'aggravation de la crise pétrolière.

Le coût de l'indépendance

Le charbon est un bon thème communautaire, nous est venu à l'esprit à peine supérieur à 2 centimes le thermie. En France, la part de revient du pétrole des exploitations nationales est de 10 centimes le thermie et de 12 centimes le thermie pour le pétrole étranger. La part communautaire est de 5 centimes le thermie.

A court terme, la production nationale de charbon est une question de coût. Les charbonniers de France n'ont guère parlé des communistes mais qu'ils représentent près de 30 % de nos importations étrangères.

LES DIVISIONS DE LA MAJORITÉ ET LES « AFFAIRES »

Certains députés R.P.R. s'inquiètent de l'attitude de leur groupe

Le P.C. et le P.S. déposent des motions de censure

Le R.P.R. demeurant résolument hostile au projet de loi relatif au financement de la Sécurité sociale, dont il demandait le renvoi en commission, M. Raymond Barre a été conduit, dans la nuit de mardi à mercredi 5 décembre, à engager la responsabilité de son gouvernement sur le vote de ce texte.

C'est le deuxième fois en un peu plus de deux semaines que le premier ministre est contraint de recourir à cette procédure dont la mise en œuvre trouble un certain nombre de membres du groupe R.P.R.

L'Assemblée nationale se prononcera, à partir de vendredi 7 décembre à 9 heures, sur les motions de censure qu'ont déposées le groupe communiste et celui des socialistes et radicaux de gauche.

L'Union 3 de l'article 40 de la Constitution dispose que, lorsque le premier ministre engage la responsabilité du gouvernement sur le vote d'un texte, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure est votée.

Cette procédure avait été utilisée à quatre reprises par M. Michel Debré entre le 25 novembre 1959 et le 1er décembre 1960, notamment pour faire passer le projet de loi relatif à la loi de finances de la Sécurité sociale.

Le R.P.R. ne veut pas la censure d'une quarante-huit heures qui ne l'aurait voté qu'à deux semaines, mais il se prévient une fois de plus qu'il se refuse à modifier dans le sens souhaité par le pouvoir et que d'ailleurs se dispose donc plus de majorité parlementaire.

Le 29 novembre, au Palais-Bourbon, M. Barre s'était fait d'abord « toujours prêt à la censure », avait répondu qu'il n'était pas « possible » au cours des semaines précédentes et avait donc la vanité que « les choses retourneront leur cours normal ». C'était river ou faire semblant de river puisqu'il n'y a plus de véritables liens entre ceux qui élisent et ceux qui sont élus.

En 1979, rien de tel. Il n'est pas question de faire progresser le Marché commun, il s'agit de ne pas appliquer les règles essentielles pour le financement des dépenses communes, en accordant à la Grande-Bretagne de larges concessions financières. Certes la situation de ce pays n'est pas facile puisqu'il paye beaucoup plus qu'il ne reçoit. Mais c'est parce qu'il est tellement différent des autres par qui et pour lesquels les règles ont été créées.

Un crédit accordé, fin juin 1970, à la promesse de l'Élysée de ne pas utiliser la flotta française contre l'Angleterre? Quelle certitude avait dans le parole de l'Élysée? Pour Churchill, pas de problème : le fameux article 5 de la convention d'ormistes exigeait la réutilisation de la flotta française dans des ports à déterminer pour : le démantement est gros de danger. Hitler, « le grand maître » n'est pas de violer les frontières et de déchirer les traités. Et l'engagement verbal d'un officier français qui n'a pas voulu poursuivre le combat commun avec la marine, seule arme encore intacte, risque d'être amputé comme celui de paille sous le menace des forces de l'Armée.

A quel ressemblait le tableau des opérations militaires à la veille de Mers-el-Kébir, sinistre force et terrible tragédie évoquée avec beaucoup de dignité, mordant, avec, aux « Dossiers de l'écran »?

2,00 F
Abonnés : 1,20 par an; 1,50 par trimestre; 1,80 par semestre; 2,00 par an; 2,50 par an; 3,00 par an; 3,50 par an; 4,00 par an; 4,50 par an; 5,00 par an; 5,50 par an; 6,00 par an; 6,50 par an; 7,00 par an; 7,50 par an; 8,00 par an; 8,50 par an; 9,00 par an; 9,50 par an; 10,00 par an; 10,50 par an; 11,00 par an; 11,50 par an; 12,00 par an; 12,50 par an; 13,00 par an; 13,50 par an; 14,00 par an; 14,50 par an; 15,00 par an; 15,50 par an; 16,00 par an; 16,50 par an; 17,00 par an; 17,50 par an; 18,00 par an; 18,50 par an; 19,00 par an; 19,50 par an; 20,00 par an; 20,50 par an; 21,00 par an; 21,50 par an; 22,00 par an; 22,50 par an; 23,00 par an; 23,50 par an; 24,00 par an; 24,50 par an; 25,00 par an; 25,50 par an; 26,00 par an; 26,50 par an; 27,00 par an; 27,50 par an; 28,00 par an; 28,50 par an; 29,00 par an; 29,50 par an; 30,00 par an; 30,50 par an; 31,00 par an; 31,50 par an; 32,00 par an; 32,50 par an; 33,00 par an; 33,50 par an; 34,00 par an; 34,50 par an; 35,00 par an; 35,50 par an; 36,00 par an; 36,50 par an; 37,00 par an; 37,50 par an; 38,00 par an; 38,50 par an; 39,00 par an; 39,50 par an; 40,00 par an; 40,50 par an; 41,00 par an; 41,50 par an; 42,00 par an; 42,50 par an; 43,00 par an; 43,50 par an; 44,00 par an; 44,50 par an; 45,00 par an; 45,50 par an; 46,00 par an; 46,50 par an; 47,00 par an; 47,50 par an; 48,00 par an; 48,50 par an; 49,00 par an; 49,50 par an; 50,00 par an; 50,50 par an; 51,00 par an; 51,50 par an; 52,00 par an; 52,50 par an; 53,00 par an; 53,50 par an; 54,00 par an; 54,50 par an; 55,00 par an; 55,50 par an; 56,00 par an; 56,50 par an; 57,00 par an; 57,50 par an; 58,00 par an; 58,50 par an; 59,00 par an; 59,50 par an; 60,00 par an; 60,50 par an; 61,00 par an; 61,50 par an; 62,00 par an; 62,50 par an; 63,00 par an; 63,50 par an; 64,00 par an; 64,50 par an; 65,00 par an; 65,50 par an; 66,00 par an; 66,50 par an; 67,00 par an; 67,50 par an; 68,00 par an; 68,50 par an; 69,00 par an; 69,50 par an; 70,00 par an; 70,50 par an; 71,00 par an; 71,50 par an; 72,00 par an; 72,50 par an; 73,00 par an; 73,50 par an; 74,00 par an; 74,50 par an; 75,00 par an; 75,50 par an; 76,00 par an; 76,50 par an; 77,00 par an; 77,50 par an; 78,00 par an; 78,50 par an; 79,00 par an; 79,50 par an; 80,00 par an; 80,50 par an; 81,00 par an; 81,50 par an; 82,00 par an; 82,50 par an; 83,00 par an; 83,50 par an; 84,00 par an; 84,50 par an; 85,00 par an; 85,50 par an; 86,00 par an; 86,50 par an; 87,00 par an; 87,50 par an; 88,00 par an; 88,50 par an; 89,00 par an; 89,50 par an; 90,00 par an; 90,50 par an; 91,00 par an; 91,50 par an; 92,00 par an; 92,50 par an; 93,00 par an; 93,50 par an; 94,00 par an; 94,50 par an; 95,00 par an; 95,50 par an; 96,00 par an; 96,50 par an; 97,00 par an; 97,50 par an; 98,00 par an; 98,50 par an; 99,00 par an; 99,50 par an; 100,00 par an; 100,50 par an; 101,00 par an; 101,50 par an; 102,00 par an; 102,50 par an; 103,00 par an; 103,50 par an; 104,00 par an; 104,50 par an; 105,00 par an; 105,50 par an; 106,00 par an; 106,50 par an; 107,00 par an; 107,50 par an; 108,00 par an; 108,50 par an; 109,00 par an; 109,50 par an; 110,00 par an; 110,50 par an; 111,00 par an; 111,50 par an; 112,00 par an; 112,50 par an; 113,00 par an; 113,50 par an; 114,00 par an; 114,50 par an; 115,00 par an; 115,50 par an; 116,00 par an; 116,50 par an; 117,00 par an; 117,50 par an; 118,00 par an; 118,50 par an; 119,00 par an; 119,50 par an; 120,00 par an; 120,50 par an; 121,00 par an; 121,50 par an; 122,00 par an; 122,50 par an; 123,00 par an; 123,50 par an; 124,00 par an; 124,50 par an; 125,00 par an; 125,50 par an; 126,00 par an; 126,50 par an; 127,00 par an; 127,50 par an; 128,00 par an; 128,50 par an; 129,00 par an; 129,50 par an; 130,00 par an; 130,50 par an; 131,00 par an; 131,50 par an; 132,00 par an; 132,50 par an; 133,00 par an; 133,50 par an; 134,00 par an; 134,50 par an; 135,00 par an; 135,50 par an; 136,00 par an; 136,50 par an; 137,00 par an; 137,50 par an; 138,00 par an; 138,50 par an; 139,00 par an; 139,50 par an; 140,00 par an; 140,50 par an; 141,00 par an; 141,50 par an; 142,00 par an; 142,50 par an; 143,00 par an; 143,50 par an; 144,00 par an; 144,50 par an; 145,00 par an; 145,50 par an; 146,00 par an; 146,50 par an; 147,00 par an; 147,50 par an; 148,00 par an; 148,50 par an; 149,00 par an; 149,50 par an; 150,00 par an; 150,50 par an; 151,00 par an; 151,50 par an; 152,00 par an; 152,50 par an; 153,00 par an; 153,50 par an; 154,00 par an; 154,50 par an; 155,00 par an; 155,50 par an; 156,00 par an; 156,50 par an; 157,00 par an; 157,50 par an; 158,00 par an; 158,50 par an; 159,00 par an; 159,50 par an; 160,00 par an; 160,50 par an; 161,00 par an; 161,50 par an; 162,00 par an; 162,50 par an; 163,00 par an; 163,50 par an; 164,00 par an; 164,50 par an; 165,00 par an; 165,50 par an; 166,00 par an; 166,50 par an; 167,00 par an; 167,50 par an; 168,00 par an; 168,50 par an; 169,00 par an; 169,50 par an; 170,00 par an; 170,50 par an; 171,00 par an; 171,50 par an; 172,00 par an; 172,50 par an; 173,00 par an; 173,50 par an; 174,00 par an; 174,50 par an; 175,00 par an; 175,50 par an; 176,00 par an; 176,50 par an; 177,00 par an; 177,50 par an; 178,00 par an; 178,50 par an; 179,00 par an; 179,50 par an; 180,00 par an; 180,50 par an; 181,00 par an; 181,50 par an; 182,00 par an; 182,50 par an; 183,00 par an; 183,50 par an; 184,00 par an; 184,50 par an; 185,00 par an; 185,50 par an; 186,00 par an; 186,50 par an; 187,00 par an; 187,50 par an; 188,00 par an; 188,50 par an; 189,00 par an; 189,50 par an; 190,00 par an; 190,50 par an; 191,00 par an; 191,50 par an; 192,00 par an; 192,50 par an; 193,00 par an; 193,50 par an; 194,00 par an; 194,50 par an; 195,00 par an; 195,50 par an; 196,00 par an; 196,50 par an; 197,00 par an; 197,50 par an; 198,00 par an; 198,50 par an; 199,00 par an; 199,50 par an; 200,00 par an; 200,50 par an; 201,00 par an; 201,50 par an; 202,00 par an; 202,50 par an; 203,00 par an; 203,50 par an; 204,00 par an; 204,50 par an; 205,00 par an; 205,50 par an; 206,00 par an; 206,50 par an; 207,00 par an; 207,50 par an; 208,00 par an; 208,50 par an; 209,00 par an; 209,50 par an; 210,00 par an; 210,50 par an; 211,00 par an; 211,50 par an; 212,00 par an; 212,50 par an; 213,00 par an; 213,50 par an; 214,00 par an; 214,50 par an; 215,00 par an; 215,50 par an; 216,00 par an; 216,50 par an; 217,00 par an; 217,50 par an; 218,00 par an; 218,50 par an; 219,00 par an; 219,50 par an; 220,00 par an; 220,50 par an; 221,00 par an; 221,50 par an; 222,00 par an; 222,50 par an; 223,00 par an; 223,50 par an; 224,00 par an; 224,50 par an; 225,00 par an; 225,50 par an; 226,00 par an; 226,50 par an; 227,00 par an; 227,50 par an; 228,00 par an; 228,50 par an; 229,00 par an; 229,50 par an; 230,00 par an; 230,50 par an; 231,00 par an; 231,50 par an; 232,00 par an; 232,50 par an; 233,00 par an; 233,50 par an; 234,00 par an; 234,50 par an; 235,00 par an; 235,50 par an; 236,00 par an; 236,50 par an; 237,00 par an; 237,50 par an; 238,00 par an; 238,50 par an; 239,00 par an; 239,50 par an; 240,00 par an; 240,50 par an; 241,00 par an; 241,50 par an; 242,00 par an; 242,50 par an; 243,00 par an; 243,50 par an; 244,00 par an; 244,50 par an; 245,00 par an; 245,50 par an; 246,00 par an; 246,50 par an; 247,00 par an; 247,50 par an; 248,00 par an; 248,50 par an; 249,00 par an; 249,50 par an; 250,00 par an; 250,50 par an; 251,00 par an; 251,50 par an; 252,00 par an; 252,50 par an; 253,00 par an; 253,50 par an; 254,00 par an; 254,50 par an; 255,00 par an; 255,50 par an; 256,00 par an; 256,50 par an; 257,00 par an; 257,50 par an; 258,00 par an; 258,50 par an; 259,00 par an; 259,50 par an; 260,00 par an; 260,50 par an; 261,00 par an; 261,50 par an; 262,00 par an; 262,50 par an; 263,00 par an; 263,50 par an; 264,00 par an; 264,50 par an; 265,00 par an; 265,50 par an; 266,00 par an; 266,50 par an; 267,00 par an; 267,50 par an; 268,00 par an; 268,50 par an; 269,00 par an; 269,50 par an; 270,00 par an; 270,50 par an; 271,00 par an; 271,50 par an; 272,00 par an; 272,50 par an; 273,00 par an; 273,50 par an; 274,00 par an; 274,50 par an; 275,00 par an; 275,50 par an; 276,00 par an; 276,50 par an; 277,00 par an; 277,50 par an; 278,00 par an; 278,50 par an; 279,00 par an; 279,50 par an; 280,00 par an; 280,50 par an; 281,00 par an; 281,50 par an; 282,00 par an; 282,50 par an; 283,00 par an; 283,50 par an; 284,00 par an; 284,50 par an; 285,00 par an; 285,50 par an; 286,00 par an; 286,50 par an; 287,00 par an; 287,50 par an; 288,00 par an; 288,50 par an; 289,00 par an; 289,50 par an; 290,00 par an; 290,50 par an; 291,00 par an; 291,50 par an; 292,00 par an; 292,50 par an; 293,00 par an; 293,50 par an; 294,00 par an; 294,50 par an; 295,00 par an; 295,50 par an; 296,00 par an; 296,50 par an; 297,00 par an; 297,50 par an; 298,00 par an; 298,50 par an; 299,00 par an; 299,50 par an; 300,00 par an; 300,50 par an; 301,00 par an; 301,50 par an; 302,00 par an; 302,50 par an; 303,00 par an; 303,50 par an; 304,00 par an; 304,50 par an; 305,00 par an; 305,50 par an; 306,00 par an; 306,50 par an; 307,00 par an; 307,50 par an; 308,00 par an; 308,50 par an; 309,00 par an; 309,50 par an; 310,00 par an; 310,50 par an; 311,00 par an; 311,50 par an; 312,00 par an; 312,50 par an; 313,00 par an; 313,50 par an; 314,00 par an; 314,50 par an; 315,00 par an; 315,50 par an; 316,00 par an; 316,50 par an; 317,00 par an; 317,50 par an; 318,00 par an; 318,50 par an; 319,00 par an; 319,50 par an; 320,00 par an; 320,50 par an; 321,00 par an; 321,50 par an; 322,00 par an; 322,50 par an; 323,00 par an; 323,50 par an; 324,00 par an; 324,50 par an; 325,00 par an; 325,50 par an; 326,00 par an; 326,50 par an; 327,00 par an; 327,50 par an; 328,00 par an; 328,50 par an; 329,00 par an; 329,50 par an; 330,00 par an; 330,50 par an; 331,00 par an; 331,50 par an; 332,00 par an; 332,50 par an; 333,00 par an; 333,50 par an; 334,00 par an; 334,50 par an; 335,00 par an; 335,50 par an; 336,00 par an; 336,50 par an; 337,00 par an; 337,50 par an; 338,00 par an; 338,50 par an; 339,00 par an; 339,50 par an; 340,00 par an; 340,50 par an; 341,00 par an; 341,50 par an; 342,00 par an; 342,50 par an; 343,00 par an; 343,50 par an; 344,00 par an; 344,50 par an; 345,00 par an; 345,50 par an; 346,00 par an; 346,50 par an; 347,00 par an; 347,50 par an; 348,00 par an; 348,50 par an; 349,00 par an; 349,50 par an; 350,00 par an; 350,50 par an; 351,00 par an; 351,50 par an; 352,00 par an; 352,50 par an; 353,00 par an; 353,50 par an; 354,00 par an; 354,50 par an; 355,00 par an; 355,50 par an; 356,00 par an; 356,50 par an; 357,00 par an; 357,50 par an; 358,00 par an; 358,50 par an; 359,00 par an; 359,50 par an; 360,00 par an; 360,50 par an; 361,00 par an; 361,50 par an; 362,00 par an; 362,50 par an; 363,00 par an; 363,50 par an; 364,00 par an; 364,50 par an; 365,00 par an; 365,50 par an; 366,00 par an; 366,50 par an; 367,00 par an; 367,50 par an; 368,00 par an; 368,50 par an; 369,00 par an; 369,50 par an; 370,00 par an; 370,50 par an; 371,00 par an; 371,50 par an; 372,00 par an; 372,50 par an; 373,00 par an; 373,50 par an; 374,00 par an; 374,50 par an; 375,00 par an; 375,50 par an; 376,00 par an; 376,50 par an; 377,00 par an; 377,50 par an; 378,00 par an; 378,50 par an; 379,00 par an; 379,50 par an; 380,00 par an; 380,50 par an; 381,00 par an; 381,50 par an; 382,00 par an; 382,50 par an; 383,00 par an; 383,50 par an; 384,00 par an; 384,50 par an; 385,00 par an; 385,50 par an; 386,00 par an; 386,50 par an; 387,00 par an; 387,50 par an; 388,00 par an; 388,50 par an; 389,00 par an; 389,50 par an; 390,00 par an; 390,50 par an; 391,00 par an; 391,50 par an; 392,00 par an; 392,50 par an; 393,00 par an; 393,50 par an; 394,00 par an; 394,50 par an; 395,00 par an; 395,50 par an; 396,00 par an; 396,50 par an; 397,00 par an; 397,50 par an; 398,00 par an; 398,50 par an; 399,00 par an; 399,50 par an; 400,00 par an; 400,50 par an; 401,00 par an; 401,50 par an; 402,00 par an; 402,50 par an; 403,00 par an; 403,50 par an; 404,00 par an; 404,50 par an; 405,00 par an; 405,50 par an; 406,00 par an; 406,50 par an; 407,00 par an; 407,50 par an; 408,00 par an; 408,50 par an; 409,00 par an; 409,50 par an; 410,00 par an; 410,50 par an; 411,00 par an; 411,50 par an; 412,00 par an; 412,50 par an; 413,00 par an; 413,50 par an; 414,00 par an; 414,50 par an; 415,00 par an; 415,50 par an; 416,00 par an; 416,50 par an; 417,00 par an; 417,50 par an; 418,00 par an; 418,50 par an; 419,00 par an; 419,50 par an; 420,00 par an; 420,50 par an; 421,00 par an; 421,50 par an; 422,00 par an; 422,50 par an; 423,00 par an; 423,50 par an; 424,00 par an; 424,50 par an; 425,00 par an; 425,50 par an; 426,00 par an; 426,50 par an; 427,00 par an; 427,50 par an; 428,00 par an; 428,50 par an; 429,00 par an; 429,50 par an; 430,00 par an; 430,50 par an; 431,00 par an; 431,50 par an; 432,00 par an; 432,50 par an; 433,00 par an; 433,50 par an; 434,00 par an; 434,50 par an; 435,00 par an; 435,50 par an; 436,00 par an; 436,50 par an; 437,00 par an; 437,50 par an; 438,00 par an; 438,50 par an; 439,00 par an; 439,50 par an; 440,00 par an; 440,50 par an; 441,00 par an; 441,50 par an; 442,00 par an; 442,50 par an; 443,00 par an; 443,50 par an; 444,00 par an; 444,50 par an; 445,00 par an; 445,50 par an; 446,00 par an; 446,50 par an; 447,00 par an; 447,50 par an; 448,00 par an; 448,50 par an; 449,00 par an; 449,50 par an; 450,00 par an; 450,50 par an; 451,00 par an; 451,50 par an; 452,00 par an; 452,50 par an; 453,00 par an; 453,50 par an; 454,00 par an; 454,50 par an; 455,00 par an; 455,50 par an; 456,00 par an; 456,50 par an; 457,00 par an; 457,50 par an; 458,00 par an; 458,50 par an; 459,00 par an; 459,50 par an; 460,00 par an; 460,50 par an; 461,00 par an; 461,50 par an; 462,00 par an; 462,50 par an; 463,00 par an; 463,50 par an; 464,00 par an; 464,50 par an; 465,00 par an; 465,50 par an; 466,00 par an; 466,50 par an; 467,00 par an; 467,50 par an; 468,00 par an; 468,50 par an; 469,00 par an; 469,50 par an; 470,00 par an; 470,50 par an; 471,00 par an; 471,50 par an; 472,00 par an; 472,50 par an; 473,00 par an; 473,50 par an; 474,00 par an; 474,50 par an; 475,00 par an; 475,50 par an; 476,00 par an; 476,50 par an; 477,00 par an; 477,50 par an; 478,00 par an; 478,50 par an; 479,00 par an; 479,50 par an; 480,00 par an; 480,50 par an; 481,00 par an; 481,50 par an; 482,00 par an; 482,50 par an; 483,00 par an; 483,50 par an; 484,00 par an; 484,50 par an; 485,00 par an; 485,50 par an; 486,00 par an; 486,50 par an; 487,00 par an; 487,50 par an; 488,00 par an; 488,50 par an; 489,00 par an; 489,50 par an; 490,00 par an; 490,50 par an; 491,00 par an; 491,50 par an; 492,00 par an; 492,50 par an; 493,00 par an; 493,50 par an; 494,00 par an; 494,50 par an; 495,00 par an; 495,50 par an; 496,00 par an; 496,50 par an; 497,00 par an; 497,50 par an; 498,00 par an; 498,50 par an; 499,00 par an; 499,50 par an; 500,00 par an; 500,50 par an; 501,00 par an; 501,50 par an; 502,00 par an; 502,50 par an; 503,00 par an; 5

Vers une division plus nette entre le Nord et le Sud ?

LES LIVRES DES P.T.E. QUESTIONNENT LE MONDE

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ



POLITIQUE

NATIONALE

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE AU SÉNAT

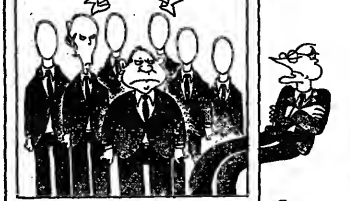
Inquiétudes au propos de la défense civile en cas de danger atomique

Les doutes de certains députés R.P.R.

(Suite de la première page.)

On l'a bien vu mardi, le bureau du groupe gaulliste s'étant prononcé en faveur du renvoi en commission du projet de loi relatif à la sécurité civile, les députés R.P.R. ont été surpris de voir le chef du gouvernement avoir demandé à produire devant les députés R.P.R. Les élus de M. Chirac en ayant assez de l'indifférence et des manières cassantes de M. Barre, qui n'est pas un homme d'État.

On l'a bien vu mardi, le bureau du groupe gaulliste s'étant prononcé en faveur du renvoi en commission du projet de loi relatif à la sécurité civile, les députés R.P.R. ont été surpris de voir le chef du gouvernement avoir demandé à produire devant les députés R.P.R. Les élus de M. Chirac en ayant assez de l'indifférence et des manières cassantes de M. Barre, qui n'est pas un homme d'État.



(Dessin de PLANTU.)

Les élus ont fort justement souligné lors du débat budgétaire, le premier ministre est-il condamné à aller au terme de sa mission en produisant l'engagement de responsabilité à répétition ? Ce serait une véritable dégradation des institutions qui nous régissent depuis vingt ans que de dévaliser en la « banalisant » une procédure considérée comme l'ultime recours par les constituants de 1958. Ce serait de surcroît prouver que l'Assemblée nationale est plus que jamais, en cette période électorale, le seul organe de la République qui ne s'est pas laissé défigurer par la loi.

Une telle question étant posée et telle était l'atmosphère qui continuait de régner entre M. Barre et le plus important des groupes de sa majorité, on ne peut que constater que le débat budgétaire est devenu le théâtre d'un véritable jeu de cache-cache. On ne peut que constater que le débat budgétaire est devenu le théâtre d'un véritable jeu de cache-cache.

Si vous devez baisser la tête pour prendre le métro...
De tels propos incitent à croire que le chef de l'État doit paraître à plaisir en courtisant le peuple, mais peut-être conviendrait-il de regarder du plus près. C'est un fait que depuis le début de l'automne le gouvernement doit en butte à la fois contre l'opposition et contre la R.P.R., mais...

Le Sénat a adopté, mardi 4 décembre, un peu avant minuit, le budget du ministère de l'Intérieur. Signe des temps : d'assez nombreux sénateurs se sont inquiétés de l'insuffisance de la protection civile en cas de guerre ou de danger atomique. Autre fait marquant : la progression des dépenses s'explique par l'absence de crédits supplémentaires, ce qui a fait dire au rapporteur des comptes spéciaux du Trésor : « Ne faudrait-il pas minimiser les avantages que la France retire de son commerce extérieur ? »

Les sénateurs avaient d'abord adopté les dispositions de la loi de finances, concernant le ministère de l'Intérieur. Leur rapporteur, M. FOURCADE (R.P.R., Haute-Saône), a souligné la situation d'extrême précarité de la pièce de 50 F en argent.

En effet, le budget a été préparé en avril 1979 sur la base d'un cours maximum de 110 F le kilo d'or pur. Or, le cours actuel est de 130 F le kilo. M. FOURCADE a souligné la situation d'extrême précarité de la pièce de 50 F en argent.

De quel donateur à réfléchir, même si plus de trois ans nous séparent encore, en principe, des prochaines élections législatives.

RAYMOND BARRILLON.

qui exprime l'avis de la commission des Affaires économiques, le bilan de la commission de la concurrence est décevant et le « pouvoir » des consommateurs insuffisant. « La vraie question, dit-il, est de savoir si l'on peut donner aux consommateurs un droit de regard sur la formation des prix. »

M. MONORY, répondant aux rapporteurs et au seul orateur qui s'est exprimé dans la discussion générale, M. PERRIN (P.S., Val-d'Oise) :

« La direction de la concurrence et de la consommation — le changement de nom est significatif — ne s'acquiesce des lettres de noblesse supplémentaires et de devenir une très grande direction. La liberté des prix, indique le ministre, ne peut produire les bons effets que nous en attendons si elle n'est accompagnée de la concurrence et de la consommation. »

M. MONORY : « Nos créanciers étrangers ont subi, comme nous, les dures contraintes de la crise pétrolière, ce qui les place dans une situation difficile. Nous devons nous battre tous ensemble pour la présence de la France. »

Avant l'adoption des comptes spéciaux du Trésor (la Pise de 210 milliards de francs, le budget le plus important de la loi de finances), précise le ministre, M. MONORY obtient le retrait d'un amendement de la commission des Finances qui visait à supprimer le Fonds spécial d'investissement routier (S.F.I.R.).

Pour 1980, il s'agit de crédits de paiement de 34 419 millions de francs pour 1979, en augmentation de 10,5 %, alors que l'ensemble du budget de l'État ne croît que de 10,5 %.

Le même regret est exprimé par M. NAYRON (P.S., Ariège), au nom de la commission des lois. M. CHRISTIAN BONNET, ministre de l'Intérieur, dit que les prévisions suivantes en réponse aux rapporteurs : « Tous départements ministériels concernés, les concours de l'État aux collectivités locales passeront de 63 à 72 milliards de francs, soit 12,7 % de plus. (...) Au total, les collectivités locales disposeront de 150 milliards de francs de fonds libres. Ce n'est pas une incitation à dépenser. »

La création de 1979 emplois de préfecture, dont 1215 pour les centres A et B, aidera les élus dans les tâches dévolues à la police nationale. Nous sommes ainsi le pays où la proportion de police et de gendarmes est la plus élevée par rapport à la population. Déjà en 1978 les effectifs de police ont été renforcés de 1 500 personnes environ, notamment en étant de jeunes administrateurs. Les policiers disponibles pour le service actif, d'une part, plus de 200 policiers ou inspecteurs sont versés dans la police économique et dans la police judiciaire.

mission qui est de protéger les citoyens. M. BANQUO (Un. cent., Bouches-du-Rhône) attire l'attention sur les anciens barils de leur intégration. M. MARCHAIS (gauche dém., Ind. et Rh.-M.) réclame un effort en faveur de la justice administrative. M. MICHEL GIRAUD (R.P.R., Val-de-Marne), demande une meilleure protection civile et évite les risques d'accidents nucléaires. Il s'agit d'ailleurs, en particulier, que l'on entreprenne des campagnes d'information du public.

M. BERANGER (gauche dém., Ind. et Rh.-M.) insiste sur la nécessité d'une meilleure formation des policiers. M. VALIN (P.C., Rhône) se plaint notamment des insuffisances de l'équipement routier (de l'insuffisance des véhicules, de l'insuffisance des véhicules, de l'insuffisance des véhicules).

M. BELLAMIE (gauche dém., Ind. et Rh.-M.) réclame une meilleure protection civile et évite les risques d'accidents nucléaires. Il s'agit d'ailleurs, en particulier, que l'on entreprenne des campagnes d'information du public.

M. BELLAMIE (gauche dém., Ind. et Rh.-M.) réclame une meilleure protection civile et évite les risques d'accidents nucléaires. Il s'agit d'ailleurs, en particulier, que l'on entreprenne des campagnes d'information du public.

M. BELLAMIE (gauche dém., Ind. et Rh.-M.) réclame une meilleure protection civile et évite les risques d'accidents nucléaires. Il s'agit d'ailleurs, en particulier, que l'on entreprenne des campagnes d'information du public.

M. BELLAMIE (gauche dém., Ind. et Rh.-M.) réclame une meilleure protection civile et évite les risques d'accidents nucléaires. Il s'agit d'ailleurs, en particulier, que l'on entreprenne des campagnes d'information du public.

ECAILLES TRAK ET BIEN GLISSER.

ces écailles optimisent la surface en contact avec la neige, ce qui améliore la glisse du ski après la poussée.

A VOUS LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ.

Trak

La disposition et le profil de la surface de la neige, ce qui améliore la glisse du ski après la poussée.

CASIO

un cadeau ? une CASIO

- Modèles simples
- Modèles musicaux
- Modèles scientifiques

pour vos cadeaux choisissez une CASIO

Calcul du temps et calendrier

et toute une gamme de calculatrices

Noblet 178, rue du Temple, 75004 PARIS - CEDEX 04

en vente : Papeteries et magasins spécialisés.

Tennis et Calmann-Lévy

PRÉSENTENT

1979 : année des fabuleux records et victoires de Björn Borg, de la consécration pour McEnroe, de la progression fantastique pour Noah, du retour de Chris Evert à Roland-Garros, du sacre de Tracy Austin à New York.

Un luxueux album avec toutes les photos noir et blanc des grands joueurs de tennis.

Tournois : Roland-Garros, Wimbledon, Flushing Meadow, de la finale WCT, du Masters, de la Coupe Davis.

Jean Coerverelle, Gilles Delamarre (Tennis Magazine), Jacques Carrière (L'Equipe).

Dans la même collection :

- Fannée du football (7^e année) Jacques Thibert
- Fannée du rugby (7^e année) Christian Montagny
- Fannée du cyclisme (5^e année) Pierre Champs

- Le Canard enchaîné - révèle, d'autre part, à la suite des déclarations idéologiques faites par le chef de file du mouvement, que le dimanche 17 novembre, vers 21 heures, au 27 rue de Valenciennes, M. Giscard d'Estaing aurait fait parvenir, à l'occasion d'une vente de charité organisée par les Missions africaines, un collier composé de perles et de bijoux, un bracelet en or, soit - près de 2 kilos d'or -. Les organisateurs de la vente de charité, notamment le Sr Dufresne, surpris par la valeur de ces bijoux, ont dû faire appel à un fin expertise. Le Père Dufresne nous a indiqué que, pour l'essentiel, cette information était exacte.

CONTENER UNE LISTE DE

Le Monde

une semaine avec

LES PAYS DE LA LOIRE

Écoles privées contre écoles publiques : l'armistice n'est pas la paix

« On préfère s'ignorer »

C'EST une affaire entendue : il y a des « guerre scolaire » dans les pays de Loire. Qu'il s'agisse des maîtres de municipalités « laïques », des responsables de l'enseignement catholique ou des directeurs d'écoles — publiques ou privées — ce sont partout les mêmes protestations : « Mais non, nous ne sommes pas en guerre ! »

En face, à l'école publique, c'est plus encore : de douze élèves l'an dernier, la classe unique est passée à huit élèves. « Tous les enfants des agriculteurs sont en face, avons-tes-tement le jeune instituteur laïque. En pays d'élevage, c'est un handicap sérieux pour la commune ». D'autant plus que le curé et l'épiscopat, si l'on en croit

et d'autre de la route nationale ne sont pas en guerre ; elles luttent pour leur survie dans un village qui se vide au profit de Pré-en-Pail, la commune voisine. L'école privée, Notre-Dame-des-anges, voit ses effectifs fondre d'une unité par an en moyenne. La jeune institutrice n'a plus que quelques élèves cette année, en classe unique. Elle ne se fait guère d'illusions sur l'avenir.

l'autre sens. A Livré-la-Touche, les effectifs progressent aussi bien à l'école publique (quarante-deux élèves) qu'à l'école Sainte-Marie (seize ans et un élève). Les rapport n'en sont pas meilleurs pour autant : « C'est bonjour-bonjour », explique la directrice de l'école publique. A la cantine municipale, on se croise, mais « chacun surveille ses enfants ». Le directeur de l'école privée confirme : « On mange dans la même localité mais pas à la même table ».

À Tallé, en Loire-Atlantique, la concurrence est particulièrement serrée. « C'est très intéressant », reconnaît l'institutrice laïque. « Nous avons quarante-sept élèves l'an dernier, nous en avons cinquante-cinq cette année. Nous espérons bien en avoir encore et en 79 prochain — le minimum requis pour ouvrir une troisième classe ». Quant à la religieuse qui dirige les deux écoles « globalisées » Saint-Pierre et Sainte-

Marie, dont la progression des effectifs est quelque peu stoppée par le vieillissement des élèves, elle réproche également au directeur de l'école publique, bien que celle-ci absorbe une bonne part des nouveaux venus des localités voisines. « On préfère s'ignorer », dit-elle. « Je ne les ai rencontrés qu'une fois, parce que le facteur s'était trompé d'école », avoue-t-elle.

Il arrive même que des situations d'ingérence flagrante soient venues en toute cordialité, comme au Harpe, un bourg de la Mayenne de sept cents habitants. Les deux écoles du Harpe, pourtant, vont à se toucher. L'école publique, semble-t-il, est plus de soixante. J'ai commencé à y aller quand j'étais enfant, explique l'institutrice. Je n'en ai plus que huit, et cela même de continuer car c'est l'autre école qui a la section enfantine. »

À l'autre école, où l'insubordination de la moitié, en 1974, a agité comme une poignée magique, on se parle de trépasser.

ROGER CANS.
(Lire la suite page 22.)

Le Pellerin sait tout mais trop tard sur le nudéaire

E.D.F. comme les carabiniers...

Le dernier titre du projet de loi sur la réforme des collectivités locales porte sur la « Pénalisation et la participation dans la vie locale ». Il faut que les habitants soient davantage associés aux décisions sur les finances, l'urbanisme, le soutien, et, si besoin, la mise en œuvre des services sociaux et professionnels.

Mais il faut aussi que les maires soient eux-mêmes bien informés par les administrations, les grandes entreprises, les groupes sociaux et professionnels.

Dans l'effluve de la centrale nucléaire de Pellerin (Loire-Atlantique) l'information objective a été de mal à mieux.

Le 19 novembre 1975, le docteur Gaston Villain, maire du Pellerin, reçoit un arrêté du préfet autorisant les agents d'E.D.F. à effectuer des relevés sur le territoire de sa commune « en vue de l'implémentation d'une centrale nucléaire ». Bien entendu, il demande des explications. On lui fournit, mais la réponse est rapportée en mars 1976 au-delà des délais canoniques. Survient pas de vague. Il n'y en aura guère, politiquement parlant : au cours de la campagne autour des candidats se souille tout de l'affaire.

Pourtant, en coulisse, les grandes manœuvres continuent. E.D.F. demande d'abord le topographe — un peu tard — de ses relations publiques stéréotypées. On amène bien sûr les élus du Pellerin et de trois autres communes voisines en voyage-général à Saint-Laurent-des-Baux. Puis on contacte les syndicalistes agricoles et on leur dit : « Aidez-nous à dissuader le terrain de la centrale ». « Quelle centrale ? » On leur explique. Les agriculteurs ne commentent rien au nudéaire mais ils refusent de collaborer à l'implémentation de solaires exploitables.

MARC AMBROISE-RENDU.
(Lire la suite page 22.)

LE MAINE-ET-LOIRE par ANDRÉ MEURY

Le mal d'Anjou

VOUS parlez à la découverte d'un département et vous rencontrez une province. Vous vous enquêtes du Maine-et-Loire, on ne vous parle que de l'Anjou. Une fois n'est pas coutume : les conventions de 1790 ont marquées dans les pays des comtes et des ducs. Ils ont donné au Maine-et-Loire les contours de la province d'Anjou. A peu de chose près, au sud et à l'est, les frontières de l'ancienne province et celles du nouveau département se sont confondues. Au nord et à l'ouest, quelques villes du vieil Anjou ont été rattachées à d'autres départements. Ciron et Châteauneuf à la Mayenne ; Le Lude et La Flèche à la Sarthe ; Châteaunau-Vallière et Bourgneuf à l'Indre-et-Loire. Pas plus de 15 % au total de l'ancienne province. C'est trop peu pour que les habitants du Maine-et-Loire se sentent liés. Pour eux aujourd'hui encore, le Maine-et-Loire c'est l'Anjou.

Il fallait bien changer quelque chose. Les conventions allaient rassembler la province. Ailleurs on donnait au nouveau département le nom de la province. Ici il n'y avait le parcouru. Les ducs n'y avaient que l'embaras du choix. Plus de 600 kilomètres de côtes d'eau, d'air ou de terre. Le Loire seule s'imposait, traversant d'est en ouest le département par son milieu. En fait, il n'y avait que le Maine-et-Loire, le Maine, le Loire, l'Anjou ou encore le Layon pourraient faire l'affaire. C'est la Mayenne qui

fut choisie. L'Anjou devenait Maine-et-Loire. Et, de bien loin, sans doute pas, puisque quelques années plus tard, la Mayenne céda à la place à la Loire. Pour remplacer la plus grande on prenait la plus petite : pas plus de 10 kilomètres. Mais quelle est la Loire ? Le Maine est fait de deux rivières de la Mayenne, de la Sarthe et du Loire. Voilà qui pourrait calmer des esprits jaloux. La guerre des noms était-elle terminée ? « Qu'est-ce que ça change ? » dit un vieil Angevin. C'est toujours l'Anjou.

Resté, le dernier et le plus prestigieux des ducs d'Anjou, était mort un an plus tôt. Les Angevins n'ont pas oublié. Le roi René est toujours présent un peu partout dans la province. Ici, une rue, là, une place. Et pourtant pour un roi de France — mort il est vrai — les Angevins allaient une nouvelle fois mettre à feu et à sang leur belle province. Cholet allait ainsi être incendiée cinq fois en quelques jours. Deux mois après la mort de Louis XVI c'est bien du Maine-et-Loire, de Saint-Florent-le-Vieil, qu'est partie ce qu'on allait appeler la révolution des Vendéens.

De tout ce passé, les habitants du Maine-et-Loire ont conservé une sorte de nostalgie régionaliste. Chez les uns (au nord de la Loire), la nostalgie est devenue conservatrice, que ce soit dans le domaine politique, religieux ou culturel. Chez d'autres, dans la vallée de la Loire, la nostalgie s'est traduite en langage, ou, si l'on préfère, en goût très prononcé pour le concept de vivre. Pour les derniers enfin, ceux du sud-ouest du département, les Choletais, la nostalgie s'est transformée en une sorte d'enthousiasme muet ou de réminiscence discrète.

Le Maine-et-Loire ne fait pas de bruit. Certains diraient volontiers « qu'il dort ». Un nouveau projet arrive-t-il à Angers ? Il est immédiatement prévenu : « Ici nous n'avons pas de problèmes pour le maintien de l'ordre. » Se croit-il rassuré ? On le met en garde : « Ici, comme au temps des ducs d'Anjou, on assassine la nuit derrière les tentures. » Toujours l'Anjou. Toujours la nostalgie !

(Lire la suite page 24.)

Un passé riche et tumultueux

On y revient bien sûr. On l'a vu d'un trait de plume que le passé était riche et tumultueux. Oubliions le détail. Le comté d'Anjou fut fondé au neuvième siècle par Tertulle.

ancêtre des Plantagenêts. Conquis par Philippe Auguste sur Jean Sans Terre en 1204, le comté fut intégré en 1213 puis réuni au royaume de France par Louis XI en 1481. Le bon roi



Urbanisme

Les Angevins vont bâtir sur la République

(Lire page 24.)

ANGERS joue la carte des décentralisations tertiaires

Caisse des Dépôts - C.N.P. - IRCANTEC
B.N.P. - U.A.P. - C.I.P.C. - CETELIC
Agence Nationale des Déchets

15 % au total de l'ancienne province.

C'est trop peu pour que les habitants du Maine-et-Loire se sentent liés.

Pour eux aujourd'hui encore, le Maine-et-Loire c'est l'Anjou.

Il fallait bien changer quelque chose.

Les conventions allaient rassembler la province.

Ailleurs on donnait au nouveau département le nom de la province.

Ici il n'y avait le parcouru.

Les ducs n'y avaient que l'embaras du choix.

Plus de 600 kilomètres de côtes d'eau, d'air ou de terre.

Le Loire seule s'imposait, traversant d'est en ouest le département par son milieu.

En fait, il n'y avait que le Maine-et-Loire, le Maine, le Loire, l'Anjou ou encore le Layon pourraient faire l'affaire.

C'est la Mayenne qui fut choisie.

L'Anjou devenait Maine-et-Loire.

Et, de bien loin, sans doute pas, puisque quelques années plus tard, la Mayenne céda à la place à la Loire.

Pour remplacer la plus grande on prenait la plus petite : pas plus de 10 kilomètres.

Mais quelle est la Loire ? Le Maine est fait de deux rivières de la Mayenne, de la Sarthe et du Loire.

Voilà qui pourrait calmer des esprits jaloux.

La guerre des noms était-elle terminée ? « Qu'est-ce que ça change ? » dit un vieil Angevin.

C'est toujours l'Anjou.

Toujours la nostalgie !

(Lire la suite page 24.)

Écoles privées contre écoles publiques

(Suite de la page 21.)

Le directeur, un laïc passé successivement à la C.F.P.T., à la C.F.P.C. et en dernier lieu dans un lycée par la grève est un acte « anti-étatique », attribue son succès à un personnel — il est installé dans le lycée depuis 1964 — et à son « ancrage » dans le milieu — il est président de toutes les associations constituées. Il explique aussi l'attrait de son école par l'action personnelle d'un « saint prêtre » et du secteur sur une population « profondément religieuse ».

Malgré cette concurrence et déloyale pour l'école publique, les rapports restent « excellents ».

Bien-à-dire que la guerre des deux écoles n'a plus cours en Pays de la Loire ? Trop d'incertitudes existent ici ou là pour qu'on puisse parler de paix. L'armistice ne dure généralement guère plus d'un intervalle entre deux crises électorales.

Prenez le cas de Ligné, en Loire-Atlantique. Fondée en 1964 l'école d'élèves, l'école publique est actuellement couverte par une maternelle agricole, des bureaux

de l'action sociale et sociale et... un atelier de construction employant dix-neuf ouvriers. Mais la municipalité s'est lancée dans un programme de logements qui a entraîné une nouvelle population — Nantes n'est qu'à 25 kilomètres — et voilà que les parents réclament la réouverture de l'école publique. « Compagne officielle depuis un an et demi », observe le directeur du collège Saint-Joseph, inquiet à la perspective de voir la quinzaine passer à terme le second degré. A l'école Notre-Dame, qui compte deux cent cinquante élèves, on a inauguré deux nouvelles classes cette année. « Nous avons

fait un emprunt de 23 millions de francs pour construire, explique la directrice. Et nous craignons qu'elle voudrait ouvrir l'école publique, nous ne l'aurions pas fait. » A la dernière consultation du conseil municipal, en novembre, c'était toujours l'impasse : sept voix pour la réouverture, sept voix contre et trois abstentions. Mais le président de l'association des parents d'élèves pour l'école publique est content : « C'est une question de temps », dit-il. La guerre scolaire ? L'enseignement dispensé à l'école privée est excellent, reconnaît-il, mais les parents doivent avoir le choix.

(C.R.E.S.), refuse de verser un centime à l'école privée puisque « la commune dispose des locaux susceptibles d'accueillir les élèves des écoles Notre-Dame et Saint-Joseph ».

A défaut de guerre scolaire — hormis quelques cas très rares, assiste-on en ce pays de Loire à une « école sur le privé » ? Quels que soient les critères choisis que l'on adopte, la réponse est non. Ainsi, en Mayenne, le pourcentage global d'élèves scolaires dans le réseau privé est pratiquement inchangé depuis cinq ans : de 34,84 % en 1976, il est passé à 36,36 % en 1978. Tout au plus peut-on observer une très légère remontée du privé dans le second cycle, les classes et moderne (Grec), puisque le pourcentage est passé de 31,87 % en 1976 à 33,11 % en 1978. Mais il s'agit de variations infinitésimales, dont la signification n'est pas évidente.

En Loire-Atlantique, où l'enseignement privé est traditionnellement mieux implanté, c'est dans le primaire que l'école publique perd un tout petit peu de terrain — relativement, puisque le pourcentage de la scolarisation privée, qui baissait régulièrement depuis quinze ans, remonte légèrement cette année : de 34,7 % à 35,23 %. En valeur absolue, cela correspond à un accroissement de cinq cent quarante-cinq élèves dans les écoles primaires catholiques, sur un total de cinquante-cinq mille élèves, soit trente-trois élèves. Ce regain de faveur serait dû notamment à un nouvel « élargissement » de la « carte » de l'école, en plus tôt le matin et en plus tard le soir. Dans les établissements catholiques.

L'inspecteur d'académie, M. André Grédy, fait observer qu'il ne voit pas en ce « glissement » communisme sans école publique en Loire-Atlantique. « On en ouvre une par an », dit-il. Quant aux taux d'enseignement, qui sont plus favorables à l'école confessionnelle qu'à l'école publique, les chiffres prouvent le contraire : 36,18 élèves par classe dans le privé contre 36,09 dans le public. « Tous les ans, on grignote », note le secrétaire départemental du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.), M. Bernard Bérès. Le consensus semble se faire dans le bon sens.

Ce n'est pas le directeur diocésain de l'enseignement catholique, le chanoine Dubertret, qui dira le contraire, puisque ses propres chiffres indiquent un accroissement global de huit cent quatre-vingt-huit élèves cette année sur un total de près de cent mille élèves, de qui est relativement bien inférieur à l'accroissement d'élèves de l'enseignement public. Mais, alors que c'est dans le second cycle, long que la « ruse » est censée se produire, c'est précisément le contraire en Loire-Atlantique : les établissements privés totalisent cent quatre-vingt élèves de moins cette année dans ce cycle !

Conclusion : est-il vrai que la lutte féroce de l'enseignement privé semble à peu près stoppée dans le Pays de la Loire, et c'est-à-dire la ruse sur l'école confessionnelle ? Au moins, la fuite de l'école publique. Il faut attendre plusieurs années encore pour savoir si ce « palier » marque seulement une pause ou un retournement de tendance.

ROGER CANS.

La loi Guemeur chez les « rouges »

A Bénéux (Mayenne), commune « rouge » du pays ardoisier, la municipalité a carrément refusé d'appliquer la loi Guemeur. Le maire, M. Daniel Roudin, directeur de l'école publique, s'en tient au contrat simple, à défaut de pouvoir empêcher les parents d'inscrire leurs enfants dans les collèges privés de Craon et de Combré (Mayenne-et-Loire), la municipalité se fait

un devoir de ne pas aider l'école catholique. « Nous avons », dit-il, « donné toutes les facilités à la rentrée, explique la directrice de l'école privée, elle-même fille d'ardochien, mais on ne nous fait pas de cadeaux. » A Bénéux, dans la banlieue de Nantes, la lutte est encore plus nette : la municipalité socialiste, conduite par M. François Antain, député PS

Au cœur de l'Ouest

La Région des Pays de la Loire : une agriculture forte et organisée



Une population agricole dynamique et solidaire appuyée sur une forte tradition rurale une agriculture moderne, compétitive, équilibrée

- Les Pays de la Loire - 1^{re} Région de France pour la viande bovine et l'horticulture - 2^e pour le lait, la volaille, les légumes - 3^e pour les fruits et l'élevage porcin.
- Une structure coopérative puissante et organisée, relais entre la production, la transformation et la consommation.
- Un secteur agro-alimentaire en plein développement : 1^{er} créateur d'emplois - Diversifié : aliments de bétail, viande, salaisons, produits laitiers, conserves, plats cuisinés, biscuiterie, produits de la mer... ouvert sur l'industrie du froid, avec les frigorifiques du terminal méthanier de la Basse-Loire.
- Un environnement de recherche, d'enseignement supérieur et technique : une formation professionnelle, riche et dynamique - INRA, école vétérinaire, école d'ingénieurs agricoles...

En Pays de la Loire, il n'y a pas de rupture entre la terre et la cité, entre la campagne et l'usine

LES PAYS DE LA LOIRE
UNE RÉGION EFFICACE
PARCE QU'ELLE SOLIDAIRE

Région des Pays de la Loire
3, place Roger Salengro
44000 NANTES



La région se donne rendez-vous à Fontevraud

LA RENTE mille mètres carrés de surface bâtie dans un domaine de quinze hectares : une quinzaine de kilomètres à l'est de Saumur, aux confins des départements de l'Indre-et-Loire et de la Vienne, l'abbaye de Fontevraud en Maine-et-Loire est aujourd'hui l'une des plus vastes cités religieuses que l'histoire ait léguées à l'Occident chrétien. En 1939, la présidente Robert d'Arbigny l'avait voulu lieu de charité, de prière et de prière. Napoléon 1^{er} en fit la plus dure des prisons françaises.

En décidant d'y créer le huitième « centre culturel de renouveau » de France, le conseil régional des Pays de la Loire et son président, M. Olivier Guichard, ont redonné au monastère une destination que n'aurait sans doute pas dédaignée son fondateur.

La nouvelle aventure de Fontevraud a commencé en 1969 au moment où M. Jean Foyer, élu de Maine-et-Loire et alors garde des sceaux, fut le contraire politique de la « centrale » et de décider la restitution aux œuvres culturelles de l'abbaye occupée depuis un siècle et demi par l'administration pénitentiaire.

Vingt millions de francs de travaux de restauration indispensables avaient déjà été réalisés pour la remise en état du superbe ensemble architectural de Fontevraud lorsque le conseil régional, en 1974, adopta le projet de centre culturel de renouveau, dont le calendrier était déjà définitivement fixé en 1976 après la création d'un organisme

de gestion associant les différentes collectivités et administrations intéressées.

L'opération sera conduite en deux tranches de trois ans, séparées par une année de pause. Elle est entrée en 1979 dans sa première phase de réalisation concrète au terme de laquelle le centre culturel doté de salles de réunion et du son équipement hôtelier d'été (cent vingt lits, cuisine et restaurant) pourra fonctionner normalement. Elle s'achèvera en 1985 après une seconde période de travaux consacrée à la réfection des salles annexes et du grand amphithéâtre dans l'ancien « noviciat », 20 millions de francs y auront alors été investis essentiellement par l'établissement public régional des Pays de la Loire et l'Etat qui, en l'occurrence, double les mises « des collectivités ».

Mais, dès 1981, les Pays de la Loire et les deux régions voisines disposeront à Fontevraud d'un exceptionnel « outil de culture », lieu privilégié de tous les échanges intellectuels et dont la vocation dominante pourrait être l'architecture, comme l'y prédisent la diversité de ses constructions.

Pour M. Beaupré, directeur du centre de renouveau, le destin intellectuel national et international de l'abbaye est inscrit dans ses murs. Et, ancien directeur du centre de renouveau d'Arco-et-Sanra, il cite Claude Nicolas Ledoux, le bâtisseur des châteaux salins : « L'architecture a sur les âmes un pouvoir dont elle ne peut se démentir ».

CLAUDE-HENRI GAY.

Découvrez le Saumur Brut!



Dégustez-le, il vous révélera sa vraie nature.

Comité du Vin de Saumur
BP n° 25 49401 SAUMUR Cedex

l'ardoise « angers-trélaizé » la meilleure des vraies ardoises



ardoisières d'angers s.a. 52, bd du roi rené - angers

مكتبة من الأصل

Souvenir de Marc Sangnier

les finances, car Angers compte parmi les villes les plus endettées.

MM. Monnier et Robin sont enclins à considérer qu'ils ont agi en précurseurs. Évoquant la soudaine réconciliation de MM. Mitterrand, Marchais et Fabre entre les tours du scrutin législatif de mars 1978, ils estiment qu'une unité de façade au sein du conseil municipal croit au des

C'est parce que ce qui est en tout le charge sont persuadés que ça favorisait dans l'audace que le *Courrier de l'Ouest*, en 1875, proposa à une reconstruction technique totale : plus de 160, cette fois-ci, de pages, 100 de texte et 60 de photos, plus de 100 000 exemplaires à être intégralement imprimés en offset.

Notre journal donne résolument la priorité, quant à la place accordée aux différents aspects de l'actualité, à l'information locale. Les sujets qui, sur tous les plans (social, culturel, économique) touchent à la vie quotidienne des gens, ceux qui échauffent les débats, ceux qui ont trait à la vie des habitants, sont traités de façon d'appartenance à une communauté territoriale et à leur destination. Il est aussi, en même temps qu'un diffuseur d'informations, un relais d'opinion, un observateur et un acteur de la vie sociale. Il est également d'une région et souvent en grand format.

De l'expérience, nous voulons tirer des conclusions de conduite pour un quotidien régional de notre dimension : être proche de ses lecteurs et y être pas seul;

ROBERT GUILLIER,

en face du P.C.F.

expliquent qu'ils valent «aucuns compléments» vis-à-vis du P.C.F., selon l'expression de M. Robert Robit, adjoint au maire.

Il faut cependant se méfier, car d'après Robit, il vaut mieux se méfier de tout rapport de force qui soit favorable aux socialistes plutôt que de «connaître ce qui ne se passe pas pour sauvegarder des choses qui ne sont pas nées».

S'ajoute à cette conviction une analyse de la réalité angévaine. Les socialistes ont été battus à dix ans victorieux aux querelles qui ont séparé M.M. Turo et Chupin, et ont conduit le premier à la démission et le second à la batture. Le gauchiste doit donc se méfier de son propre pouvoir, de son propre succès, de son propre prestige, de son propre renom parce qu'ils lui représentent un manque de réalisme.

Il faut aussi estimer qu'il n'est pas possible de promettre la lune plus de 5 à 6 ans et de insister sur les difficultés de gestion, qu'il n'est pas possible de faire croire qu'il n'y a rien à faire, qu'il faut attendre pour première tâche d'assainir

De ce point de vue, la lettre de soutien que lui a adressée M. Mitterrand n'a pu que le conforter, bien que la publication de cette lettre lui ait valu une certaine notoriété dans la direction du P.C. Celle-ci considère que le premier secrétaire, s'il n'a certes pas condamné l'occupation de mai de l'Angoulême, n'a pas non plus condamné l'occupation du P.C. Mitterrand rappelle la position du bureau exécutif, suivant laquelle M. Monner - est le même à même de faire passer des déclarations des élus communistes à la solidarité municipale ». Les dirigeants socialistes ne faisaient référence qu'au motif du retrait des P.C. d'approuver le plan de sauvetage des transports en commun, laissant aux socialistes angevins, proches de la majorité, le soin de faire passer la mesure dans la plénitude des motifs de

[illegible][illegible]

personnes et l'opacité d'activités publiques est systématiquement dénoncée. Le 12 mai 1978, l'association d'information municipale publie une brochure de 46 pages, qui est un nouveau coup porté à la censure.

M.D.R., qui n'y comprend plus rien, va jusqu'à lancer une étude sur la situation des habitants du pays de Razet. A peine sur le terrain, les enquêteurs sont poignés de douleur. On s'est pas joué de nous !

En 1978, le Groupement de Razet pour l'information municipale (G.R.I.M.) publie à son tour un numéro spécial de la Gazette municipale. L'association d'information municipale du projet, La nouvelle municipalité de Razet, union de la gauche - commence à se constituer. Elle rassemble habitants à moins de 20 kilomètres des chercheurs, il y a de la place pour tout le monde (P.S.), démocrate, écologiste, et au nom des trente-trois communes de la région, elle lance une campagne d'avis du Conseil d'Etat et des rapports de suivi municipaux. Le rapport du groupe d'information municipale du Journal officiel, en juillet 1978, de la déclaration d'avis pré-

M. Chénard Hurtault a son tour en diffusant à 125 000 exemplaires un numéro spécial de la Gazette municipale. Il est fort sévère pour le projet.

R.D.R. s'en aille de sa région, mais il ne s'en va pas sans mille amables de la région ou

A côté de telles passions, les campagnes d'information, contre-campagnes, défilés, tracts, publicités, arguments et documents officiels paraissent presque des accessoires.

Est pourtant quelle guerre des nerfs ! Pendant l'année 1976, R.D.F. envoya lettre sur lettre à tous ses abonnés de la section "Débat" des lettres soit invitées à des réunions privées à Nantes, soit en leur projetant un audiovisuel. Puis on les emmena en Caravelle visiter la centrale du Bugey. Les curieux s'écartèrent moins de deux centimètres, ils écoutèrent, opinèrent, mais tout ou presque est à recommencer dès qu'ils sont rentrés chez eux », observe le responsable local des relations

A côté de telles passions, les campagnes d'information, contre-campagnes, défilés, tracts, publicités, arguments et documents officiels paraissent presque des accessoires.

Est pourtant quelle guerre des nerfs ! Pendant l'année 1976, R.D.F. envoya lettre sur lettre à tous ses abonnés de la région de la capitale, les défilés sont invitées à des réunions privées à Nantes, où on leur projette un audiovisuel. Puis on les emmène en Caravelle visiter la centrale du Bugey. Les curieux s'écourent de deux centis, *ils écoutent, opinent, mais tout ou presque est à recommencer* des grilles sont rentrés chez eux », observe le responsable local des relations

pliquette sur papier glacé exposée sur un socle en bois, est un avantage de la centrale. Bien entendu, celle-ci ne présente aucun risque. Patrasitri l'accident de Three-Miles-Island vient d'être oublié.

Après quatre ans d'efforts, les « relations publiques » de l'E.D.F. sont amers, découragés. Ils y ont perdu leur latin et se retournent vers le nucléaire. Ils ont vu de près et de près se présentent ses responsabilités. A Paris, on s'est donné au moins six mois pour décider. En attendant, le ministre de l'Industrie annonce, enra, qu'il va faire une enquête sur l'information ou plus long : on informera la population et les élus bien avant la demande de déclaration d'utilité publique, on amènera les horaires pendant l'anné, on joindra des renseignements sur les risques à tout on confiera la présidence de la commission d'énergie à une

précieront.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

AGGLO
P
2° VILLED

en prise

POINT DE CO
parisienne, à mi-c
viaire à 90 minute
aériennes Le Man

PORTE DE L'
sur le Nord par la N
POINT DE C
autoroutier Paris-
bution vers Caen,
CENTRE D'AI
ces, commerces e
grâce à une main-

LE MANS ne vi
en circuit fermé

COMMUNAUTÉ URBA
DU MANS
MAIRE DU MANS
Hôtel de Ville
72000 LE MANS
Tél. (43) 84.97.97

Sté d'ÉQUIPEMENT
DU MANS (SEM)
40, rue de la Galère
72000 LE MANS
Tél. (43) 24.46.13

COMITÉ D'EXPANSION
ÉCONOMIQUE
3, bd Levesseur
72000 LE MANS
Tél. (43) 24.52.27

AGGLOMÉRATION DE 210.000 HABITANTS,
PRÉFECTURE DE LA SARTHE,
2^e VILLE DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE

LE MANS

en prise directe avec l'Ouest

POINT DE CONTACT entre l'Ouest et la grande couronne parisienne, à mi-chemin entre Nantes et la capitale - noeud ferroviaire à 90 minutes de Paris (40 liaisons quotidiennes), 2 relations aériennes Le Mans-Lyon par jour.

PORTE DE L'OUEST ouverte sur l'Océan, sur la Bretagne, sur le Nord par la Normandie, sur le Centre et le Sud-Ouest.

POINT DE CONVERGENCE des échanges, carrefour autoroutier Paris-Rennes, Paris-Nantes; centre routier et de distribution vers Caen, Orléans, Tours, Angers, Poitiers...

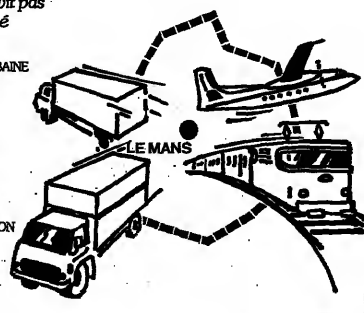
CENTRE D'AFFAIRES, haut lieu des assurances, où services, commerces et industries divers se complètent et progressent grâce à une main-d'œuvre de qualité.

LE MANS ne vit pas en circuit fermé

**COMMUNAUTÉ URBAINE
DU MANS
MAIRIE DU MANS
Hôtel de Ville
72000 LE MANS
Tél. (43) 84.97.97**

**SIE D'EQUIPEMENT
DU MANS (SEM)**
40, rue de la Galère
72000 LE MANS
Tel (43) 24.46.13

**COMITÉ D'EXPANSION
ÉCONOMIQUE**
3, bd Levasseur
72000 LE MANS
Tél. (43) 24.52.27

[illegible]

tit!

SADOU

Dessiné du Vin de Sadou

BF n° 25 49461 SALULA G

SADOU

**l'ardoise
« angers-
trélazé »
la meilleure
des vraies
ardoises**

roi René - anger

Les Angevins jouent l'avenir de leur ville sur 3 hectares de ruines

« **E**NTRE un aménagement qui coûtera de l'argent, et un trou qui en coûte déjà, il y avait pas à hésiter. » Adjoint au maire socialiste d'Angers, Robert Robin est formel : « Politiquement, nous plaçons pas le choix. Quel qu'il en coûte, il fallait faire quelque chose à la République. »

La « trou » de la République, c'est, à Angers, un terrain vague de près de 3 hectares, où les voitures et les autobus stationnent à la diable, une savane à flanc de coteau, entre la cathédrale et les rives de la Maine. Deux quartiers vides et mûres continuent de se dégrader, et parfois s'écroulent comme un château de cartes, en bas, du côté de la rue Lefranc.

Dans le quartier qui fut le plus animé et le plus populaire de la ville (ceux du Fléneau, les bourgeois, n'y descendaient pas, ou alors en cachette), on a fait le vide. Évacuée au début des années 70, cette opération de rénovation-bulldozer l'aurait pu être, sans le fait que l'État, devenu méfiant à l'égard des entreprises aussi colossales que la République, la ville avait passé outre : malgré un programme très dense de travaux, de parcs, de logements et de commerces sur dalle, la municipalité attendait, dès 1974, à un déficit de 15 millions de francs.

Pendant le même temps, les modes changèrent. Bientôt, ouvertement les pratiques des quinze années précédentes, les pouvoirs publics présentaient une certaine officialité aux critiques et préconisaient, à la faveur de la crise, un aménagement urbain plus « doux », la réhabilitation et les petites opérations.

Mais Angers avait « fabriqué » son trou : pour le moderne, la ville avait coûté les terrains et démolit les immeubles par l'intermédiaire d'une société d'économie mixte départementale, la Sodemal, filiale indirecte de la Caisse des Dépôts. La « seule » originalité de ce schéma classique est d'avoir été engagé très tard, quand d'autres villes françaises commencent déjà à repenser leur planification.

De 1974, d'ailleurs, l'année où le président de la République avait choisi Angers pour promouvoir un important discours sur l'environnement, la municipalité renoua avec les projets démontés par la vieille ville. En faisant aux élections M. Auguste Chapin, grand-maître de l'urbanisme dans l'équipe dirigée par M. Jean Turot (qui ne se présentait pas), la municipalité d'union de la gauche hérita du trou, et d'une facture de 8 millions par an, dans une ville déjà fortement endettée.

Entre quelques choses... Dans une ville dont le territoire est aussi étendu que Paris intra-

muros, les quartiers vides se sont rapidement développés, du sud au nord, et maintenant à l'ouest, sur les rives de la Maine. Plus encore que d'autres, les habitants de la « douce France » rêvent de leur petite maison. Et le centre de la ville, pourtant assez gai et progressivement réhabilité par l'ouverture de rues piétonnes, se dépeuple. De 1962 à 1976, le centre-ville a perdu 8 000 habitants. La population du centre est passée de 30 % à 16 % de l'ensemble. Une population plus âgée, plus démunie, une population enracinée dans son quartier, qui meurt sur place et qui est mal remplacée.

« Faire quelque chose à la République, c'était aussi, dans l'esprit de la nouvelle municipalité, tenter d'arriver à l'équilibre, tout entier. Si d'abord, se donner les moyens d'intervenir. Bien qu'elle eût encore principalement son activité dans la ville, la Société d'économie mixte, la SODEMAL, appartenait plutôt au conseil général et le maire

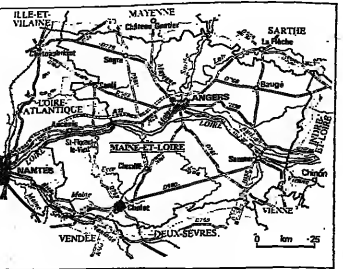
n'y était que le vice-président. « Rachetant » la République à la SODEMAL, la ville confia donc le dossier à une société où elle détenait la majorité, la Société d'aménagement de la région angevine (SARA). Travaillant en mode, les responsables de la SARA sont plus directement soumis au contrôle de la ville : Les services techniques restent ceux des services, explique M. Jean-Louis M. Bertrand, directeur, son directeur. Notre marque de commerce est moins grande et les services sont plus modestes pour intervenir au fur et à mesure. La SARA travaille étroitement aussi avec l'Agence d'urbanisme. »

« Puisque le trou était fait, il fallait saisir cette opportunité, en faire un espace qui serve de lien entre le centre et l'extérieur. L'Agence d'urbanisme, M. Bertrand, directeur de l'Agence d'urbanisme. On a considéré que la ville avait le rôle de faciliter, et qu'il fallait que les programmes très soirs, très simples. »

Honne (à 35 %) les dépenses à la charge de la ville. Si le concours de la République n'était hautement significatif des nouvelles pratiques urbaines, il n'y aurait, à la limite, pas lieu d'en parler. Un programme normal de centre ville en somme, des maisons avec les quartiers existants, une tentative de redonner vie à des quartiers délaissés. Tout cela devrait être banal, et le devenir, quand on aura vraiment oublié les politiques somptueuses des vingt dernières années.

Le rattachement des opérations mal parties pose bien sûr des problèmes financiers. Même en considérant que les 25 millions déjà dépensés l'ont été au titre des « réserves foncières », il faut les payer. Et la ville adopte actuellement avec la Caisse des Dépôts la prolongation d'un « différé » pour les 10 millions qu'elle n'a pas commencés à rembourser. Mais il faut trouver de quoi financer les nouvelles constructions (dont l'une sera confiée au lauréat final du concours) : la chambre de commerce a été sollicitée pour les halles (15 millions), et il manquera à bien avant 1983 un autre projet : la construction (60 millions de francs environ) d'une maison des comptes, centre culturel. La, pour aller vite, on n'a pas organisé de concours, et une équipe d'architectes angevins, associée à des spécialistes parisiens, travaillent pour terminer dans les temps.

MICHELLE CHAMPENOIS.



Le gourmet en Maine-et-Loire Curnonsky chez lui

M. ALAIN-EDMOND SAILLANT, prince des gastronomes sous le nom de Curnonsky, était à Angers. Ce « gastronomiste » qui connaît toutes les cuisines du monde (il avait découvert et « classé » la cuisine chinoise au place bien avant qu'elle devint une tarte à la crème) en revenait toujours à celle de sa petite patrie.

Curnonsky avait été initié à la gastronomie par les plats de la cuisine familiale, Marie Chevalier.

De bonne heure on a pu dire qu'il a été créé pour accommoder le brochet, mais aussi que le brochet en cuisine le beurre blanc. Seulement, Vannes et Angers se le disputent, ou, plus exactement La Chabotterie en pays

saennais et La Possonnière, en banlieue angevine. Le différence est mince même si, à Nantes, on rappelle quelquefois le vinaigre par du muscadet et, ici, par un blanc sec de Saumur. Il n'importe ! A Bouchauderie, d'ailleurs, comme son nom l'indique à l'embouchure de la Maine se jettent dans la Loire on a vu des pêcheurs prendre 30 livres de brochet dans la journée tandis qu'un village de La Pointe les anguilles sont si nombreuses qu'un Hollandais s'est installé qui les fume sur pique. Encore qu'on les préfère ici en bouillie (maelotte angevine) au rouge de Champagne ou au rosé de Saumur.

Les filettes d'Angers entendent bien rivaliser avec celles du Maine, mais la fresque (foie, cœur, mou d'agneau, mouton) à l'angon seel est bien de chez elle. C'est une friandise. Et de reste on friandise beaucoup par ici, où le mot est peut-être né, avec la chose, vers l'an 1600, croûte-mont probable de frite et de cresson (détaillez). La friandise de poullet à l'angvine est le triomphe crémé des friandises, mais Curnonsky n'aurait rien tant que la côte de veau du par Paul, piquée de jardons gras, dorée en croûte et « apode » (c'est un mélange latin de jaunes d'œufs et de vinaigre).

On ne vend plus dans les rues d'Angers (certains avaient et ont encore des noms charmants : rue de Pôssière, rue Daudet, rue de l'Église) les croûtes (lait caillé). Mais les croûtes croûtes fraîches et blanches (croûtes) sont encore, avec le plat de pommes et les botteaux de la mai-05782 un dessert apprécié.

Les vins du Maine et Loire (près de 20 000 hectares de vignobles) ont bénéficié de la même agresse climatique. Les plus connus sont les blancs mais on ne saurait oublier les rouges, notamment le Champagne.

LA REYNIERE.

Quatre cents équipes au départ

Dans cet esprit fut lancé un grand concours d'urbanisme dans deux phases. La première porta sur l'urbanisme du quartier et elle a été jugée en juin dernier. La seconde, où quatre équipes vont se mesurer sur l'architecture, sera lancée en janvier prochain.

Le concours d'Angers a défrayé la chronique par le nombre des candidatures intéressées et des projets. Huit cents équipes ont répondu, quatre, cent cinquante équipes inscrites, deux cents projets rendus en sept jours, à la fin de la nuit par un jury composé pour moitié d'élus. Un vrai marathon.

Une affluence exceptionnelle qui s'explique notamment par le manque de travail dans les agences et qui a découragé les organisateurs, les grands noms de l'architecture. Sur deux cents projets rendus, un tiers étaient d'étudiants. Et l'un des dix lauréats qui ont reçu chacun 20 000 francs est un architecte tout juste diplômé.

Les anciens habitants avaient des réticences pour que tous les projets normalisés grâce à un fond de réhabilitation fourni aux 1 000 personnes d'y soit habitées et 6 000 logements de l'exposition des dix projets lauréats. Le résultat final de cette compétition n'est pas connu. Mais elle restera exceptionnelle par l'ampleur et l'ouverture des dossiers au public.

« La République, c'est le plus solide des centres », dit M. Pature. Pour vaincre les hésitations, le programme était simple. Il fallait des logements des points en nombre limité et un centre de corres-

pondance pour les autobus. Et des halles, point fort du quartier pour remplacer celles qui existaient ailleurs. Enfin, des équipements collectifs pour les enfants et les loisirs parce que le centre est aussi un quartier qui vit.

Les quatre équipes lauréates ont proposé un ensemble plus ou moins rigide de rues et de places, en tenant compte de la forte déclivité du terrain qui permet de « casser » automatiquement les parkings : immeubles de hauteur traditionnelle, places au débouché des rues anciennes, perspectives sur la cathédrale, importance donnée au lieu d'animation que seront les nouvelles halles.

En vu des réticences, la municipalité a récemment décidé de « réserver » l'aménagement de la partie basse du quartier, le long de la voie sur berge, et d'y planter des arbres, de rééquiper un peu le nombre de logements et d'« alléger » les parkings en construisant ailleurs un site à voitures.

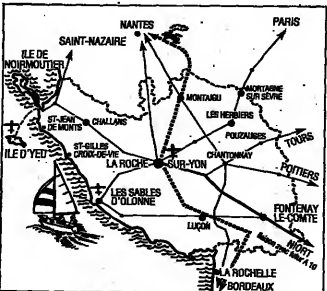
La République n'est d'ailleurs pas une opération isolée. Le réseau de rues piétonnes, commencé par l'ancienne municipalité et qui s'est allongé, en septembre, d'un bon kilomètre, court dans les vieux quartiers. Plus vite dit que fait, un programme de réhabilitation d'habitat vétuste a été lancé : trois cents logements du quartier Saint-Laud seront rénovés en trois ans. Plusieurs immeubles appartenant à la ville et une vingtaine de logements sont en chantier. L'Agence nationale pour l'habitat de l'habitat a promis 9 millions de francs et le Fonds d'aménagement urbain (ministère de l'environnement) relève-



Samuel Vetter Amiot. Il vient de cette région de France où même les vins ont de l'esprit.

Dans un espace rural harmonieux avec une agriculture familiale et dynamique

LA VENDEE PRIVILEGE L'IMPLANTATION INDUSTRIELLE



A proximité de la mer et de ses loisirs l'industrie dans la verdure. Des équipements complets pour vivre et travailler. Des terrains déjà équipés sur 53 zones industrielles, mais toujours une souplesse d'implantation. Un département « neuf » en expansion rapide dont la population, est passée de 417 000 habitants en 1962 à 462 000 en 1975.



Accueil des Industries en Vendée
29, rue Daudet
85001 LA ROCHE-SUR-YON
Tél. (01) 37.60.70/Poste 362

Maine et Loire
1 commune
sur 2 a son
Crédit Mutuel
204 Caisses locales
90.000 sociétaires

Rien d'important dans une région qui symbolise depuis toujours l'équilibre et l'harmonie. Le Crédit Mutuel, c'est une banque qui s'adapte à toutes les exigences de ses sociétaires. Et pour le Crédit Mutuel, c'est aussi plus proche de vous.

Crédit Mutuel de Maine-et-Loire
1, place Molière - 49000 Angers
Tél. 02 43 21 21 21 - 21 21 21 21

Crédit Mutuel

مكتبة الأصل

مركز من الأصل

LES FAITS DE LA JOURNÉE

MAINE-ET-LOIRE

Le mal d'Anjou

(Suite de la page 24)

Chaque département a ses records. Le Maine-et-Loire a les siens. Ce sont de vieux records. L'industrialisation était exploitée dès le Moyen Âge. Le Maine-et-Loire est toujours le premier département français pour cette activité. Il assure 15 % de la production nationale. Présente un monopole. Mais la concurrence des autres départements est forte. Avec 14 619 tonnes en 1978, cette activité n'emploie plus guère que mille trois cents salariés. Elle est en baisse constante.

Le Maine-et-Loire détient également le record national pour la production des monnoies. Principalement regroupée dans le Choletais, cette activité représente 25 % de la production nationale : sept cent quarante mille monnoies en 1978. Enfin avec trente-six millions cinq cent dix mille paires en 1978, le Maine-et-Loire est le premier département pour la fabrication des chaussures. Part-il y a joint la production des chaussures en conserve (35 % de la production nationale) et la capacité des chaînes froides destinées à recevoir les fruits : 480 000 mètres cubes. Tous les records du Maine-et-Loire sont en baisse. Les records ne font pas une économie. Anjou, chaudières, mouchoirs : dans tous ces secteurs d'activité les difficultés vont grandissant.

Pendant longtemps le Maine-et-Loire a vu la sagesse dans l'équilibre des chiffres. Les secteurs primaire, secondaire et tertiaire se partageaient les emplois en parts sensiblement égales. C'était un mauvais calcul. Le danger a été perçu à temps. En 1975, le secteur primaire ne regroupait plus que 12,2 % des emplois ; le secondaire passait à 38,7 %, le tertiaire à 49,1 %.

Cette révolution est l'œuvre du Comité d'expansion du Maine-et-Loire. Véritable « conseil économique et social » du département, le comité d'expansion a joué le rôle d'une agence de développement chargée de l'industrialisation. Cela a réussi. On en a vu la preuve chez les « emités » du Choletais. Là, on trouve une usine par commune.

Le résultat a fait illusion. Jusqu'à ces derniers temps, le taux de chômage dans le département était très bas. La crise ne semblait pas avoir de prise sur cette région. Le réveil a été dur. Le taux d'augmentation du chômage, qui était le plus faible de la région, est devenu en quelques mois le plus fort. 21 % entre août 1978 et août 1979. Aujourd'hui le Maine-et-Loire compte près de quatre mille chômeurs, soit un taux de chômage de 5,2 %. C'est encore moins que le taux national ou le taux des pays de la Loire (7 %). Mais ici c'est tout nouveau.

optimiste. Dans les syndicats comme en comité d'expansion économique, on redoute l'écroulement démographique du département. Actuellement il occupe le 27^e rang en France avec 530 000 habitants. Le département est devenu le plus densément peuplé de la Loire (11,11 habitants par kilomètre carré). Mais depuis dix ans le département connaît un taux d'accroissement (lié à l'essor industriel) bien supérieur au taux national : 1,8 % contre 0,4 %. Cette augmentation de la population, due en grande partie à l'accroissement naturel, a fait passer le Maine-et-Loire de la 49^e place en 1968 à la 21^e place en 1978 pour le taux de croissance. Avec 30,4 % de moins de vingt ans, le Maine-et-Loire est le 5^e des départements « les plus jeunes » de France.

Capitale vorace

Il faut s'adapter. L'université d'Angers, créée en 1973, accueille aujourd'hui 7 000 étudiants. Subventionnée avec largesse par les collectivités locales, elle profite de plus en plus la vieille « catho » (fondée en 1870), sur le déclin. La nouvelle université est-elle condamnée à fermer des chaudières ?

Le comité d'expansion économique du Maine-et-Loire, fort de ses premiers résultats, a mis au point un vaste schéma d'aménagement départemental prenant compte de la diversité des « pays » du département. Le schéma est prêt depuis 1978. Il n'a toujours pas été présenté aux élus départementaux. Le schéma est-il dans les six mois qui viennent, comme on l'assure ici et là ?

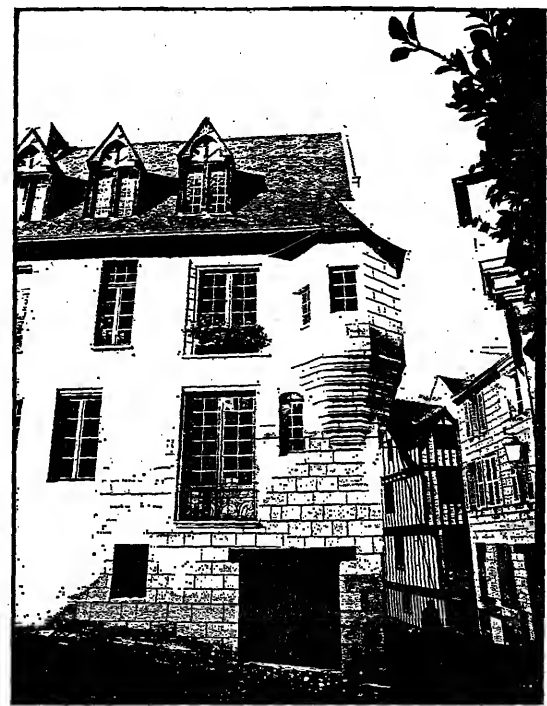
En attendant le Maine-et-Loire s'agit. Le Saurais et le Beaupais se déplacent de manière inquiétante. Saurais et Beaupais, qui ont toujours été choletais, industriels, ne cessent de croître. Angers, traversé par le Saurais, le Beaupais, prend de plus en plus des airs de capitale, culturelle. Comme dans d'autres domaines la vie culturelle du département est livrée. Le passé est trop riche. Sur un millier de monuments classés dans les pays de la Loire, 400 se trouvent en Maine-et-Loire. Le présent en souffre.

Comme souvent la capitale a tout pris. L'Orchestre philharmonique des pays de la Loire, le Ballet-théâtre contemporain, le Théâtre musical, le Centre d'animation des pays de la Loire, la municipalité d'union de la gauche à sa rescousse la maison de la culture. Tout cela dans la culture qui rend son nom et préfère l'appeler « Centre expérimental d'action culturelle ». Refusant de s'enfermer dans un bâtiment, elle a envahi la ville, les établissements scolaires, les quartiers, les rues. Son succès est énorme. Dès la première année de fonctionnement elle a réalisé 5 500 adhésions. Le département en profite-t-il ? Oui, surtout ses administrateurs. A condition qu'il se déplace à Angers. Indubitablement pris en charge par la municipalité d'Angers, la Maison de la culture est liée à la ville. Pourrait la demande des autres communes ne cesse de croître.

Part-il tout oublier et partir à la campagne retrouver le vrai Anjou ? Les terres agricoles occupent aujourd'hui encore 50 % de la superficie totale du département. Le produit agricole brut du département représente 2 % du produit agricole brut français. Mais entre 1963 et 1974 le nombre des exploitations est passé de 35 000 à 23 000. L'âge moyen des agriculteurs est de quarante-trois ans. Reste-t-il le vignoble ? Occupant 5 % des terres agricoles, le vignoble angevin borde la Loire produisant 50 000 hectolitres, dont 600 000 sont vendus sous appellation contrôlée. Mais il existe vingt-quatre appellations contrôlées de vins d'Anjou. C'est trop. Si le vignoble angevin a de plus en plus de mal à être compétitif. La production baisse.

Déjà le Maine-et-Loire paie très cher la richesse de son passé.

ANDRÉ MEURY.



Viellies pierres à Saumur

Du XV^e tout neuf

Le tableau de la ville de la Loire, cette pierre blanche et friable, donne une ressemblance au caractère spectaculaire : on dirait que ces maisons médiévales, ces hôtels particuliers du quatorzième siècle ont été achetés d'acier. Quatre ans après la création du secteur sauvegardé, les vieux quartiers de Saumur, au pied du château, ont fait pierre neuve. Le plan de sauvegarde établi par l'architecte des monuments historiques, Bernard Vitry, a été approuvé en 1971.

Les travaux sont allés bon train : une cinquantaine de maisons ont été restaurées depuis dix ans dans l'opération, le petit secteur où les travaux ont été faits avec une subvention de l'Etat et de la commune. Tout cela dans la culture qui rend son nom et préfère l'appeler « Centre expérimental d'action culturelle ». Refusant de s'enfermer dans un bâtiment, elle a envahi la ville, les établissements scolaires, les quartiers, les rues. Son succès est énorme. Dès la première année de fonctionnement elle a réalisé 5 500 adhésions. Le département en profite-t-il ? Oui, surtout ses administrateurs. A condition qu'il se déplace à Angers. Indubitablement pris en charge par la municipalité d'Angers, la Maison de la culture est liée à la ville. Pourrait la demande des autres communes ne cesse de croître.

sur le côté par deux architectes, MM. Jacques Vitry, fils de l'architecte du plan de sauvegarde, et Chénou, par ailleurs conseiller municipal. D'autre part, le projet de restauration de l'hôtel de ville (qui date du quatorzième siècle et du dix-neuvième siècle) après la remise en état de la chapelle Saint-Jean et une importante extension vient d'être approuvé et sera exécuté par M. Jacques Vitry.

Malgré une procédure rapidement menée et un soutien actif de l'administration pour les travaux, la restauration des monuments du quatorzième de la Renaissance à Saumur, et surtout à un problème économique : l'absence d'un marché immobilier suffisamment actif. Comparés à la valeur des maisons avant restauration (10 000 francs en moyenne) les travaux, qui atteignent en moyenne de 3 500 francs à 4 000 francs la mètre carré, semblent très intéressants pour un investisseur. A Angers, où la demande est forte, les immeubles valent au départ cinq fois plus.

M. Ch.

Maine et Loire.

1 commune sur 2 a son

Crédit Mutuel*

204 Caisses locales

90.000 sociétaires

Rien d'étonnant dans une région qui symbolise depuis toujours l'équilibre et la sagesse. Le Crédit Mutuel, c'est une banque pas comme les autres : ses clients sont des sociétaires, ils participent à toutes les décisions de leur Caisse locale. Le Crédit Mutuel est plus proche de vous.

Crédit Mutuel de Maine-et-Loire
1, place Molière - 49000 Angers
* 204 Caisses locales - 378 communes.

Crédit Mutuel

Cholet

en Maine et Loire

une ville qui grandit : 60 000 habitants

une action tous azimuts pour renforcer l'économie et l'emploi :

- des zones industrielles à vocation diversifiée.
- un parc équipé pour accueillir des bureaux.
- des usines et des bureaux en location et en location-vente.
- primes à 17 %, exonération totale de la taxe professionnelle pendant 5 ans.
- des aides de la ville.

venez grandir à Cholet

vous y trouverez :

- un habitat de qualité dispersé dans la verdure.
- une animation culturelle multiple et croissante.
- une grande variété de loisirs sportifs.
- une ville moderne au charme provincial.

CODIAC
Contact pour le Développement Industriel et Agricole du Choletais : Hôtel de Ville 49221 CHOLET TEL : (41) 65.01.47

Quand l'honneur change de camp

[illegible][illegible]

Contraintement à ce qu'on veut lui faire. Qu'aurait-il pu faire le besoin d'un Mers-El-Kébir pour empêcher le moral de ses compatriotes ? Il était de fer ce moral, la volonté de continuer la lutte jusqu'à la victoire totale anéantissant la puissance ennemie. C'est la plus grande vertu.

L'honneur de la France, lui, a changé de camp et de couleur plusieurs fois, hélas ! au cours de ces années fautes. Si notre flotte n'avait pas eu fire son devoir dans la Méditerranée, ses amirautés envoyaient par les Allemands, si elle avait poursuivi le combat avec la Grande-Bretagne, peut-être que le Général de Gaulle aurait eu droit une place à la table de conférence de Valtta.

CLAUDE SARRAUT.

Mercredi 5 décembre

16 17 20 LUISIANA REGIONAL

films (Jahen et F. Pellini (1912), avec F. Gon-
 zales, Florence, B. Barata, P. de Domes,
 M. Matthei, A. Sardi, M. Mastrolanni,
 O. Vissi, A. Magnani).
 Images mêlées de Rome telle que Pellini,
 jeune provincial, la découvre et la fin des
 années 30 et de Rome, aujourd'hui où les
 trousseaux de modernisation se heurtent sans
 cesse aux monuments des civilisations
 antérieures.
 Scènes et paysages, séquences solennelles
 d'un décor couronné d'images qui
 fait passer du sublime au profane, de
 l'émotion à l'humour. Les visions d'un
 cinéaste poète.

GUSTAV LEONHARDT

STL

GUSTAV LEONHARDT

STL

Alors, je vais au restaurant
CLUB MÉDITERRANÉE
boulevard Victor-Hugo - 92200 Neuilly
758.11.00

restaurant
CLUB MÉDITERRANÉE
boulevard Victor-Hugo - 92200 Neuilly
758.11.00

Le restaurant qui change des restaurants

[illegible]

BRITISH CRAFTSMEN OF DISTINCTION

100-443887-100

UNE MAISON DE LA CULTURE EN BANLIEUE

Séduire Paris sans désespérer Créteil

Jean Morlock, troisième directeur de la Maison des arts et de la culture de Créteil, vient de quitter officiellement ses fonctions. Sa démission est intentionnée, en conseil d'administration, en juillet dernier. Depuis, l'organe du ministère de la culture et de la communication s'est fait attendre, et Jean Morlock a vécu ses derniers moments. Celle d'un directeur ambigü.

directrice. Faute de mieux, elle organise son action principalement autour de la diffusion.

Aux élections de mars 1977, le liste Billotte est battue par le liste socialiste. A son arrivée, le nouvelle municipalité approuve quelques difficultés à appréhender le panorama culturel de la ville. « Maintenant, nous y voyons plus clair », dit aujourd'hui le maire, M. Laurent Cathala.

le conseil d'administration de la Maison de la culture change également de main. Il ne partage pas les opinions de Marie-Claire Veloso sur l'action que doit mener la Maison. Le désaccord s'installe, et le contrat de Marie-Claire Veloso n'est pas renouvelé. Partis en juillet dernier, en ayant acquitté la dette, ils aura porté tous les chapeaux. Celui des licenciements, ce qui est fâché, et celui de la somnolence actuelle, ce qui n'est pas tout à fait juste.

Paris. Jouer la carte de la création par le biais de la coproduction. Offrir le plateau aux centres dramatiques nationaux « qui n'ont plus guère de lieux, à Paris, où venir présenter leurs spectacles ».

Art et essai à Strasbourg

Entre la prudence et l'audace

Succès incontestable que ce « Festival du Cinéma International du Drame d'Art et d'Essai », organisée par Straub, sous les auspices des services culturels du Conseil de l'Europe, par une association regroupant, outre Straub, des artistes tels que Luchino Visconti, Jean-Marie Straub, le Théâtre national d'Israël (T.N.S.). Deux colloques, l'un national, l'autre international, ont réuni à Paris des artistes et des critiques de renom, et ont permis de constater que, dans le monde, les débats de Straub, et en particulier ceux sur l'art et sur l'histoire, suscitent un intérêt et un essai d'aboutir pas étrangers à cet engagement. Aujourd'hui, le T.S.A. (tasse spéciale additionnelle, prise en sus du prix normal du billet d'entrée) a relayé la T.N.A. (tasse nationale) relayée par l'I.A. (tasse internationale) et, dans le même temps, l'art et la culture maintiennent 10 millions de francs annuels. Où finit l'art, où commence l'essai véritable ? La question est apparue avec la dernière édition des débats de Straub.

François Chardoux par exemple, cinéaste, mais aussi producteur, distributeur, les films sont encore les *Français*, le *époux*, sans précaution esthète, le film « produit marchandisé » et le film « produit culturel ». Jack Galois, représentant de la jeune génération du Centre national de la cinématographie, a rappelé l'existence, toujours immuable, de solides barrières douanières entre les pays, à l'encontre des recommandations de la convention de Florence, de 1878 patronnée par l'UNESCO. Qu'advienne-t-il de la moten finale de Strasbourg, adressée

Nostalgie des origines, peut-être, quand l'Art et Essai français, dans les années 50, révélait dans ses rares pages Ingmar Bergman, Antonioni, Pasolini, et quelques autres, leur passage progressif dans le circuit commercial régulier, ne devaient pas attester d'une profession qui connut son âge de gloire un peu plus tard : les *Amours d'une blonde* (1955), de Milos Forman, le *Salemaître* (1971), d'Alain Tanner, marquaient l'épogée d'une tentative d'ouverture sur la production mondiale.

Les salles iraient se multipliant à Paris et en province, six cent cinquante-trois au dernier recensement de 1978, un abattement fiscal de 20 %

L'esprit de 68

Encore faudrait-il s'entendre sur le « film de quartier ». La moindre surprise de Strasbourg ne réside pas dans la discussion avec le représentant du groupe Utopie, propriétaire de petites salles à Avignon : pour Utopie, l'Art et Essai relève d'une forme de militance, le public le plus large est touché, dans une ville non étudiante. Le caméari sort, par exemple, les « loulous » sa pelotonniers, un film d'hérésie en vérité. Le représentant de la région parisienne, quant à lui, évoque les genres de cinéma, hollywoodien, régional, expérimental. A l'autre bout de la France, à Strasbourg même, l'animatrice des deux cinémas d'Art et d'Essai de la ville se réclame, elle aussi volontiers, de l'« esprit de 1968 ». Gaumont aide à obtenir la version originale des derniers best-sellers étrangers, le public suit, et la surprise des distributeurs parisiens.

Suprême sudeco, un exploitant d'art et d'essai d'Enghien-les-Bains va en mai prochain, avec l'accord de Gilles Jacob, délégué général du Festival, présenter en duplex le film de la sélection officielle de Cannes. Reconduisant ainsi, sans s'en rendre compte, une certaine conception de la culture, un art estampillé qui redoute tout ce qui s'écarte tant soit peu des normes académiques.

DANIEL VERNET

INDEX

Semaine de musique française en U.R.S.S.

Des combinaisons peu ordinaires...

Le Samedi de musique française en Union soviétique, qui a eu lieu du 18 novembre au 5 décembre, a été l'occasion pour les compositeurs français contemporains, dont certains n'avaient encore jamais été connus en France, de remettre au public russe des manifestations précédentes, le programme était uniquement consacré à la musique française des vingt dernières années : c'est ce qui a sans doute un peu dérouté un public plus habitué à la musique française du XIX^e et au réalisme socialiste.

C'est ce qui explique aussi que la presse soviétique n'ait pas eu de commentaires sur cette semaine musicale. Il est vrai qu'en même temps se tenait à Moscou le congrès du P.R.S. (P.R.S. = P.R.U.S. = P.R.M.), où M. Mikhaïl Khrennikov, premier secrétaire de l'Union soviétique depuis 1940, a tenu une conférence dans laquelle il n'avait pas renié Jélenov, grand hôteur de l'U.R.S.S. et

un beau succès auprès du public, même si les premiers soirs certains spectateurs se bouchaient ostensiblement les oreilles devant les cris incessants, pas toujours pleines, et si une partie du public partait à l'entracte. Mais les solistes et les choristes étaient si intéressants, particulièrement appréciés. Fast rare dans les échanges culturels : les organisateurs ont été très attentifs à la convivialité. Le programme était extrêmement varié : une vingtaine de compositeurs dont les noms sont connus : Zensaka, André Jobitet, Alain Weber, Albert Roussel, Edgard Varèse, Olivier Messiaen.

Les concerts n'ont pas eu lieu seulement à Moscou, mais aussi à Leningrad, à Prague, à Berlin, à Londres, à Vienne, à Xanadu, Riga, ce qui a permis de toucher un public plus large. Les artistes ont eu à subir l'impact de l'épénement. Un jeune auteur soviétique s'était même remercié qu'il

des compositeurs, car cette coïncidence a permis à des musiciens venus pour l'occasion à Moscou d'avoir — pour la première fois pour beaucoup d'entre eux — un contact direct avec la musique occidentale contemporaine. Celle-ci a été l'objet d'une condamnation sans appel de la part de M. Khrennikov au congrès de l'Union des compositeurs soviétiques.

ner une lutte sans merci
contre l'idéologie qui nous
étrangère, surtout dans
mesure ou d'aucuns à
tranger d'effort d'utiliser
musique à des fins politi-
ques indignes.

centriques ». Il a, à mots
couverts, reproché à ses col-
lègues de ne pas critiquer
la « férocité nécessaire »
des phénomènes malsains :
« Le lyrisme est nocif tant
qu'il s'agit d'auteurs eux-mêmes qu'au
service de notre musique »,
a-t-il dit. Les jeunes compo-
sateurs soviétiques se deman-
dent si cette condamnation
aura sans effet ou si elle
passera les organisateurs de
festivals musicaux et les promou-
vateurs de radio et de
télévision à privilégier exclu-
sivement le musique tradi-
tionnelle, qui ne risque pas

Jugant que celle-ci était
profondément étrangère à
l'esthétique soviétique, il a
déclaré qu'elle ne représen-
tait qu'un « conglomérat »
d'écoles les plus différentes,
qui ont tout de même un
point commun : l'aspiration à
renverser les traditions, à
l'arbitraire artistique, à
l'expérimentation technique.
Les avant-gardes de tout
accablé lui sacrifier le sens,
des idées de l'art, et avè-
rent la profession à servir les
slogans réactionnaires de la
désamputation des arts.
Le premier secrétaire de

Dans l'ensemble, la manifestation française a connu


Semaine ait eu lieu en même temps que le congrès

l'Union soviétique, considère, en effet, qu'il convient de

DANIEL VERNET.

MUSÉE DE SAINT-MAUR
8 rue, avenue du Bac, 94310 LA VARENNE - 01-47-41-13
SALON DES ARTISTES DU VAL-DE-MARNE
ECOLE DE SAINT-MAUR
Jusqu'en 12 janv. t.j. de 14 h. à 18 h. - Dimanche compris (sauf mardi)

— Manufacture robert four —
Tapissierie d'Aubusson
 sur le thème "La Mère et l'Enfant"
TOFFOLI
 Galerie robert four "Le Mur du Nomade"
 28, rue Bonaparte Paris 6° - Tél.: 329.30.60
7 au 22 Décembre



CHARLES DE TEMPLE
présente

BRITISH
CRAFTSMEN OF DISTINCTION

Les œuvres de 15 artisans les plus doués de Grande-Bretagne ont été choisies à Paris par Charles de Temple, connu dans le monde entier comme un des plus importants collectionneurs de bijoux contemporains. L'exposition comprend des bijoux, des tapisseries, des sculptures en métaux précieux et semi-précieux, des objets superbes en bois et en bois sculptés; de ravissantes vitrauxes et mosaïques de ses peintres et brodeurs; la tapisserie, une nouvelle dimension de sculptures en céramique; du verre soufflé et de la gravure sur émail.

10.00 — 12.30 — 14.30
Mardi — samedi 10h30-19h30 vendredi 12 décembre 1979

GABRIEL J. KRAUS
79, rue du Faubourg-Saint-Moritz — 75008 Paris

MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE SAINT-JENIS
4, place de la Légion d'Honneur, 920-83-83 - Métro Basilique

MONTANIER

peintures, dessins, gravures

Tous les jours (sauf mardi et dimanche matin) de 10 h. à 18 h.
Du 21 octobre au 26 janvier - Entrée gratuite

KIENHOLZ
volkschmückers
6 décembre 1976 - 18 janvier 1977

GALERIE MAEGHT
13 rue de Téhéran, Paris 8

Galerie LA CAVE
7, rue de Miromesnil
75008 PARIS - 265-40-46

Sergio TELLES

GALERIE BELLINT
29 bis, bd. de Strasbourg - 272-07-51

**Gouaches
Dessins
Aquarelles**

Colette Dubois
420, r. St-Henri, Vieux, 200-12-44

TOPPI

Peintures riches - 20-11/20-12

BAZAINE, BERTHOLLE, BIGOT,
BOUMESTER, BRYEN,
DOWNING, DROULERS,
FAGNIEZ, JAPPÉ, LANSKOY,
LUC PEIRE, SEILER,
VIEIRA DA SILVA

Prochaine exposition : BERTHOLLE

Voyages d'un curieux
à travers l'art et la
littérature

Maurice Rheims

de l'Académie française

L'enfer de la curiosité

C'est le démon de l'art qui habite de nos jours l'enfer de la curiosité. Près d'un demi-siècle de passion attentive pour les objets, à plus aiguisé à Maurice Rheims que tous les manuels de psychologie sur l'homme, sur sa sensibilité, sur l'évolution de ses goûts, de ses mœurs, de ses idées. C'est aussi à un très original voyage dans la littérature du XIX^e siècle et du début du XX^e que nous invite le livre de Maurice Rheims. À travers les représentations du monde de l'art dans l'œuvre de Stendhal, Balzac, Zola ou Proust, il analyse avec acuité et subtilité une société, une culture, une civilisation.

Albin Michel

LE MONDE DES SPECTACLES

TUPPOLO, *Galeria s. Pouteri*.
26, rue Bonaparte (30-30-60).

TUTUNDUNIA (1980-1985). Destrota.
peintures, 1980-1985. 58, rue de Turgot
151 (222-58-09). Jusqu'en 30 d'été.

cembre

TUTO, Art. Ardoise, empreintes, 10 d'été.
Hilares. - Galerie Maigat, 14, rue
de Téhéran (30-30-60).

TUTU, *EUREKA*, encofrations,
- Galerie Duhamel-Denis, 43, rue
de Montparnasse (77-83-88).

DOSOTHES WINTERLIN. - Galerie
A.-M. KRUH, 46, rue Beaumarchais
(30-30-60).

WOLFF, 1913-1951. Peintures, aquarelles,
reliefs, dessins, photos. -
Beaumarchais 23, rue du Bessand (30-30-60).

WONG MON CHERN, Océans, sculptures,
reliefs, gravures. - Le Bar de l'Avenue
du Maine 15, avenue (253-57-80),
qu'en 25 décembre.

REGION PARISIENNE

ARCEUIL, La Évolution pour
qui ? 1788-1792. - Galerie de l'Hôtel de
ville, avenue Paul Doumer.

CERGY-PONTOISE. Art africain : masques et objets rituels. — Centre culturel André-Malraux, parvis de la Préfecture. Sauf lundi, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 décembre.

Centre d'action culturelle Pab
Neruda, 22, rue Marce) Cachtin (008
00-72). Jusqu'au 29 décembre.
C.R.T.E.I.L. Jean Gourme
(300 dessins de 1939 à aujourd'hui)
- Maison des arts et de la cultur
André-Malraux, place Salvado
Allende (899-94-50). Saut Jundi, d
12 h à 18 h. 30; dim. à 14 h.
18 h. 30. Entrée libre. Jusqu'a
29 décembre.
JOYEUX-EN-JOSAS Les plus belle
toiles de Jony. - Musée Oberkamp
château de Montabellio (845-80-40)

Mardi, sam. dim. et jours fériés
de 14 h. à 17 h. A partir du 6 décembre. Jusqu'en juin 1980.

LA DEFENSE. Art populaire d'Indonésie. — La Galerie Eplanand (773-86-08). De 11 h. à 19 h.; sam. et dim., de 12 h. à 18 h.; le merc. jusqu'à 21 h. 30. Jusqu'en 31 décembre.

MARLY-LE-ROI. Marianne et Yann Lehard, dix années d'expression. — Dessins, peintures, sculptures, tapisseries. Institut national d'éducation populaire, 1, rue St. Etienne. Sam.

(858-49-11). Jugué'n 30 décembre.
La forêt de Mady et ses alentours.
— Musée (858-72-00). Tous les jours de 10 h à 14 h, 30 à 12 heures; les samedis et dimanche, de 10 heures à 12 heures.
Jugué'n 12 décembre.

PONTOISE. Dessins et aquarelles, acquisitions et dons récents.
— Musée (831-03-00). Tous les jours de 10 h à 12 h et 14 h à 18 h.
Jugué'n 31 janvier.

ROSEN 2. « La Belle au bois dormant ».
— Antiquaire (854-23-00).

SAINT-MAUR. Selon 1979 de la Société des artistes du Val-de-Marne — Musée, 5 ter, avenue du Eco, 93140 La Joliette (283-41-C). Sauf mardi, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 janvier.

LE VESINIER. L'art des grands empereurs d'Orient par leurs tapis antiques. — Centre des arts et polaires, 100, boulevard Carnot (976-33-75). Tous les jours, de 10 heures à 18 heures.

VILLEPARISIS. Travaux sur papier / objets. — Centre culturel municipal J.-Féret, pl. de Pietrasanta (57-44-99). Mer. et sam. de 14 h. à 12 h.; dim. de 16 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 20 janvier.

VINCENNES. Trentième Salon de la Jeune Peinture. — Parc zoologique de Paris, bois de Vincennes (343-84-93). Jusqu'au 6 décembre.

VITRY. Novembre à Vitry. — Galerie municipale, rue de la Glacière, et Foyer culturel municipal 136, rue Andigole. Jusqu'au 16 décembre.

EN PROVINCE

AIX-EN-PROVENCE. Trois artistes du Haut Crestat : Claude Stahly, François Stahly, Parvane Curie. — Musée des tapisseries, place de l'Ancien Archevêché (21-05-78). Jusqu'au 5 janvier.

ARRAS. Parti pris 3 : œuvres de Christian Jaccard, JOËL Kermarrec, Constantin Koukine. — Centre culturel Noroit, 8, rue des Capucins (21-30-12), jusqu'à 3 janvier.

BOURDEAUX. Richard Tuttle. Travail 1969-1978. — C.A.P.C., Entrepôt Léain, rue Ferrère (44-16-35). Jusqu'au 29 décembre.

CHALON-SUR-SAONE. Les trésors de la société française de photographie. — Musée Nicéphore-Niepce, 72, rue aux Moines.

LYON. — Traditions des marionnettes. Hœpiche Combes. Jusqu'au 14 janvier 1980. — Les uns par les autres, soixante-dix praticiens de marionnettes. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 17 décembre.

Art contemporain. Centre d'échange de Perrache (842-57-39).
Jusqu'au 31 décembre. Jo et
Paulette Clavié, vêtements. — Ollivier
Couteau, 3, quai Romain - Rolland
842-22-851. Jusqu'au 31 décembre.
MARSEILLE. Hommage à Brau-
vel. — Galerie de la Vieille-Charité,
1, rue de l'Observance (73-21-60).
Jusqu'au 31 décembre.

MONTARGIS. Art et la forêt :
sculptures et tapisseries. — Musée
Birodat, Hôtel de Ville (85-25-16).

STRASSBOURG, Jean HELON. —
Galerie d'art moderne. Jusqu'au
1 décembre.

La tour de France des
bonnes recettes et des
vins d'origine

ergola

Le Restaurant des Provinces Françaises
 Permet les premiers pour le
 support qualité-prix. 2 Gend-illins 1979.
44, Champs-Élysées 359.70.52
 du 1er au 15 Décembre
 Spécialités Lyonnaises
 Bourgoin Village à 25% de R.R. (s.u.)

JOCKEY

BUSTER KEATON

WOODY ALLEN

"MANHATTAN"

LA MAIN DE LA FEMME

"MANHATTAN" - CHAMPION D'AMOUR

RHAPSODIE

"MANHATTAN"

"MANHATTAN" "LE FILM"

"MANHATTAN" LA PRODIGEUSE DE L'ART

"MANHATTAN" UN

WOODY
DIANE
MICHAEL
MARILYN
MYRIAM
ANNE

NATHAN

MICHAEL... GEORGE GETH-WIN JACK
WOODWARD... NATURAL BROOKMAN
DOUGLAS... GORDON WILIS AN

Sous le titre du film
Passe également

مكتبة من الأصل

PECTACLES

LA VIEILLE GRILLE
1, rue de la Harpe, 75001 Paris
21 h. : JACQUES SERIZIER
23 h. : ARMAND BASEL
A partir du 12 décembre
22 h. 30 : RUFUS

JOCKEY
127, bd du Montparnasse
320-65-02
Pas comme les autres
on s'y amuse !...

ELDERADO (écrit gènes)
4, bd du Steebourg (10)
LE MARAIS

BUSTER KEATON

LE DERNIER ROUND
Copyright © BOBBER

"la salle croule"
sylvie joly
théâtre en rond 387 88 14

THEATRE D'ORSAY
CIENAUD-BARRAULT
WINGS
d'Arthur Kopit
adaptation Mathieu Galey
mise en scène Claude Régy
en allemande

ZADIG
de Georges Colonges
d'après Voltaire
PELLORSAY
APPARENCES
spectacle de Simone Benmussa
d'après Henry James
en allemande
LE LANGAGE DU CORPS
Jean-Louis Barrault
location ouverte
pour les réveillons
548.38.53 et agences

Les Calchakis
avec le Chœur de la Sorbonne (50 exécutants)
soprano
LA MISA CRIOLA
à l'Eglise Saint-Gilles de Bourg-la-Reine
(R. Bouffier)
Le vendredi 7 décembre, à 21 heures
Prix des places : 30 F, 30 F et 30 F Location : 653-76-96

WOODY ALLEN UN GÉNIE COMIQUE! TIME

"MANHATTAN" AU-DESSUS DE TOUS
... le plus stupéfiante réussite de son auteur.
... le niveau de l'humour est au plus haut.
Robert Crone (France Soir)

"MANHATTAN" CHEF-D'ŒUVRE
Dès le départ, c'est un coup au cœur sur l'écran du cinémascope.
... parfaitement achevé, parfaitement traité.
Michel Mitré (Le Point)

LA MAIN DE MAÎTRE DE WOODY ALLEN
... à la fois drôle et émouvant... un dialogue remarquable.
Philippe Maréchal (L'Humanité)

"MANHATTAN" : QUAND WOODY ALLEN RÉINVENTE LE CINÉMA
Son chef-d'œuvre.
François Schryer (Aurore)

RHAPSODIE EN NOIR ET BLANC
Woody Allen, la totale maîtrise de son inspiration et de son style.
Sa mise en scène est d'une simplicité, d'une efficacité exemplaires.
Jean de Beaumont (L'Espresso)

"MANHATTAN" RHAPSODIE EN GRIS
90 minutes de cinéma en noir et blanc qui nous en font voir de toutes les couleurs.
... un style authentique, un ton idéal.
Jean de Beaumont (Le Point)

"MANHATTAN" "LE FILM" DE PAR ET AVEC WOODY ALLEN
Woody Allen nous est devenu indispensable.
Jean de Beaumont (L'Espresso)

"MANHATTAN" LA PROFONDEUR DE "INTÉRIEURS", L'HUMOUR DE "ANNIE HALL"
Si vous voulez rire aux larmes, voyez "Manhattan".
Jean de Beaumont (L'Espresso)

"MANHATTAN" ON EN SORT BOULEVERSÉ
Du grand art à base d'émotions.
Jean de Beaumont (L'Espresso)

WOODY ALLEN
DIANE KEATON
MICHAEL MURPHY
MARCEL HENNINGWAY
MERYL STREEP
ANNE BYRNE

MANHATTAN
"MANHATTAN" GEORGE GERSHWIN JACK ROLLINS - CHARLES H. JOFFE
WOODY ALLEN - MARSHALL BRICKMAN WOODY ALLEN - CHARLES H. JOFFE
ROBERT GREENHUT GORDON WILLIS ASC. LES ARTISTES ASSOCIÉS
Bande Sonore du Film sur Disque et Cassette CIS
Passé également au NEUILLY-VILLAGE



THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
20 h 30
matinée dimanche 14 h 30
places 23 F et 42 F
gin game
ou le romi
n'est pas ce qu'on pense
de D.L. Coburn
mise en scène
Jean Mercure
en allemande
les trois sœurs
de Tchekhov
mise en scène
Lucian Pintilie
18 h 30
une heure sans entracte 18 F 50
du mardi au samedi
du 4 au 8 décembre
katia et marielle
labèque
du 11 au 29 décembre
alex métyer
2, place du Châtelet
tél. 274.11.24

"PAROLES ET MUSIQUE:" LA NOUVELLE CHANSON FRANÇAISE.

Pourquoi "Paroles et Musique"?

"La chanson française est malade, à l'agonie", dit-on. Mais qu'en est-il vraiment? La chanson française est-elle morte? Ou est-elle simplement malade? C'est ce que nous allons essayer de vous le faire comprendre. La chanson française est une musique qui a su s'adapter à son époque. Elle a su évoluer, elle a su se renouveler. Elle a su rester vivante, elle a su rester française.

Nous avons constitué une nouvelle collection de disques consacrée :

— au premier enregistrement, à la première publication, d'un jeune auteur-compositeur comme Jean-Louis Pich.
— à un nouvel enregistrement d'un auteur-compositeur qui marque une étape importante dans sa carrière.
— à des rééditions d'auteurs compositeurs de renommée, de Soucy à Philippe Chatri, en passant par Momo Bé, qui ont choisi eux-mêmes les titres pour leur collection "Paroles et Musique".


Des prix libres?

La loi nous interdit de vous dire que "Paroles et Musique" sera vendu au prix de 100 F. Nous pouvons cependant vous annoncer que cette collection "Paroles et Musique" sera distinguée par son prix "économique" puisque nous ne pas de vendre "Paroles et Musique" sans révéler de 20 à 30 ans d'une nouvelle de chansons confirmées ou à ces premières publications de 20 F pour les musiciens et compositeurs.

SIKON
1. Nom de la collection.
2. Titre qui comprend l'album.
3. Dédicace de l'artiste.
4. Nom de l'artiste.
5. Dédicace à l'artiste d'un critique de renom.
6. L'artiste.
7. Texte des chansons qui composent l'album.
8. Rappel de la photographie de l'artiste.

RCA
Premier enregistrement pour
Doris et Dominique.

Voici les 9 premières publications :



PAROLES & MUSIQUE

signe la chanson française.

Fergola
444, Champs-Élysées
320-65-02

مكذبات الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

EUROPEAN HEADQUARTERS INTERNATIONAL COMPANY
Located in SAINT CLOUD
has a vacancy for the position of

Reporting & Accounting ASSISTANT

DUTIES INCLUDE:
Assisting the Division Controller in:
- compilation and analysis of financial data from European Companies
- local accounting
- usage of time-sharing terminal.

PROFILE:
- preferably English mother-tongue
- basic accounting and financial experience,
- ability to work with figures
- experience in working with Data Processing

We offer a job with responsibility in a young dynamic international team (17 persons).
Interests salary and benefits.
Apply to Mrs. Rousseau 602.16.56
GRACE INDUSTRIAL CHEMICALS INC.
159, Bureau de la Colline
92213 Saint Cloud Cedex

offres d'emploi

IMPORTANTE AFFAIRE INDUSTRIELLE
CA. 300 MILLIONS

Sigle et usine 50 km Nord de Paris
recrutant sous une même responsabilité
toutes les opérations d'administration
recherche (exécution de poste)

CHEF DU SERVICE ACHATS

Nous recherchons une personne capable de
d'une expérience longue et sérieuse de ce métier
sous tous ses aspects (administratifs, achats,
et négociation avec les fournisseurs, habitude de
traiter les problèmes de crédit, d'assurance, etc.).

Nous recherchons à la fois une personne
nécessaire la connaissance de l'anglais
Age minimum 40 ans.

Env. lettre manuscrite avec C.V. m. n. n. 35.85 à :
cabinet
4, rue Amiel Courber 75015 PARIS

automobiles

vente
547 CV.

Vos R 12, vitres teintées, 4 places
diesel, 4000 cc, 120 km/h, 12000 F.
12000 F. 12000 F. 12000 F.

847 CV.
Simca 1000 GT, 4000 cc, 120 km/h, 12000 F.

diver
TESTS
CONSONANCES

rechercheurs des consonances
de culture d'origine française
de 12 à 15 ans, 12000 F.

deux roues
Vos R 12, vitres teintées, 4 places
diesel, 4000 cc, 120 km/h, 12000 F.

demandes d'emploi

INFORMATIQUE ET GESTION

FORMATION:
Informatique - Doctorat de troisième cycle
Gestion - L.C.O. et Institut des techniques

EXPERIENCE:
15 ans et conception - Mise en place de
système de gestion comptable, financière,
personnel.

RECHERCHE:
Responsabilité Service Informatique.
Sortir sous la rubrique 1204, « Le Monde » Publi-
cité, rue de la République - 75007 PARIS - CEDEX 05.

ARCHITECTE D.P.L.G.

Expérience et références 1er ordre dans domaines
- Architecture
- Dynamisme et action relations humaines
- Créativité positive

Envoyer votre lettre 6121 à « Le Monde » Publi-
cité, rue de la République - 75007 PARIS-P.

demandes d'emploi

INGENIEUR MONTEUR 39 ans

Ingénieur moniteur, 39 ans, diplômé
de l'École Supérieure des Arts et Métiers,
spécialité : électricité industrielle.

Expérience de 15 ans en tant qu'ingénieur
moniteur, spécialisé dans la maintenance
des machines électriques.

Envoyer votre lettre 6121 à « Le Monde » Publi-
cité, rue de la République - 75007 PARIS-P.

POSTE : DIRECTION TECHNIQUE

Un homme ou une femme, 40 ans, ingénieur
de l'École Supérieure des Arts et Métiers,
spécialité : électricité industrielle.

Expérience de 15 ans en tant qu'ingénieur
moniteur, spécialisé dans la maintenance
des machines électriques.

NOUVEAU 30 ANS

SPECIALISTE MESURES
SUSCEPTIBILITES
RADIOS ELECTRONIQUES

Un homme ou une femme, 30 ans, ingénieur
de l'École Supérieure des Arts et Métiers,
spécialité : électricité industrielle.

Expérience de 15 ans en tant qu'ingénieur
moniteur, spécialisé dans la maintenance
des machines électriques.

Envoyer votre lettre 6121 à « Le Monde » Publi-
cité, rue de la République - 75007 PARIS-P.

l'agenda du Monde

LANGUES (P.V. long, privé)
de la République, 75007 PARIS-P.

Instruments
A vendre très intéressante prime
d'achat, 12000 F.

Bijoux
A vendre très intéressante prime
d'achat, 12000 F.

Collections
Collection particulière de
POISSONS POSSIBLES
à vendre, 12000 F.

Jouets
LE MONDE EN MARCHE
de l'achat à la vente, 12000 F.

Mode
A vendre très intéressante prime
d'achat, 12000 F.

Moquette
GROS RABAI
MOQUETTE
d'achat, 12000 F.

Peintures
Vente à collectionneur
tableaux de maître.

Psychologie
Enseignement théorique et
pratique, 12000 F.

Philosophie
Le Centre
Général-Denis, 12000 F.

Stages
ETUDES, SPORTS,
d'achat, 12000 F.

VACANCES - TOURISME - LOISIRS
Mer - Montagne - Campagne

Objets d'art
Particulier vend en personnel
une sculpture chinoise.

Spécialités
régionales
PIRELLA et COGNAC

ALLON-LE-JEUNE
STATION D'ALPES
à 25 km de Chambéry, 12000 F.

AYOUE
STATION D'ALPES
à 25 km de Chambéry, 12000 F.

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arr.
HALLES Particulier, 22 m.
grande entrée,
chambre, bain, dressing,
cuisine, 20000 F.

2^e arr.
ROQUENCOURT
un dernier étage en plein soleil
pour un appartement de 4 p.
et 2 chambres.

3^e arr.
SAINT-GERMAIN
un dernier étage en plein soleil
pour un appartement de 4 p.
et 2 chambres.

4^e arr.
DE LA CITE
un dernier étage en plein soleil
pour un appartement de 4 p.
et 2 chambres.

5^e arr.
FARTIC A PARTIR
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

6^e arr.
CHARENTAIS
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

7^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

8^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

9^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

10^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

11^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

12^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

13^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

14^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

15^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

16^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

17^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

18^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

19^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

20^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

21^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

22^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

23^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

24^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

25^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

26^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

27^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

28^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

29^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

30^e arr.
SAINT-SEVIN
2 p. cuis. 2 b. de 50 m.
100 m. de parc, 20000 F.

terrains terrains

CONSTRUISEZ LA MAISON DE VOS RÊVES
à GIV-SUR-YVETTE

Plan d'achat et de construction
de 800 à 1200 m² à partir de 345 000 F toutes taxes
comprises.

AGENCE DE CHEVREY - 2 - TEL : 617-12-12.

bureaux
GEORGES
bureau de 100 m² en plein
centre, 12000 F.

locations
meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Offre

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

locations
non meublées
Demande

Paris
INTERNATIONAL MOND
recherche de bureaux de 100 à
500 m², 12000 F.

Le différend franco-néerlandais sur la dépollution du Rhin

● LA HAYE : des représailles ?

Les dessous d'une affaire de gros sel

Le château de Vincennes sera restauré et mis en valeur

**LA CONVENTION
« EN QUESTION »**

Le Monde

ÉNERGIE

REUNION A BRUXELLES

Les Neuf sont incapables
de définir une politique commune

[illegible]

1. *...*
 2. *...*
 3. *...*
 4. *...*
 5. *...*
 6. *...*
 7. *...*
 8. *...*
 9. *...*
 10. *...*
 11. *...*
 12. *...*
 13. *...*
 14. *...*
 15. *...*
 16. *...*
 17. *...*
 18. *...*
 19. *...*
 20. *...*
 21. *...*
 22. *...*
 23. *...*
 24. *...*
 25. *...*
 26. *...*
 27. *...*
 28. *...*
 29. *...*
 30. *...*
 31. *...*
 32. *...*
 33. *...*
 34. *...*
 35. *...*
 36. *...*
 37. *...*
 38. *...*
 39. *...*
 40. *...*
 41. *...*
 42. *...*
 43. *...*
 44. *...*
 45. *...*
 46. *...*
 47. *...*
 48. *...*
 49. *...*
 50. *...*
 51. *...*
 52. *...*
 53. *...*
 54. *...*
 55. *...*
 56. *...*
 57. *...*
 58. *...*
 59. *...*
 60. *...*
 61. *...*
 62. *...*
 63. *...*
 64. *...*
 65. *...*
 66. *...*
 67. *...*
 68. *...*
 69. *...*
 70. *...*
 71. *...*
 72. *...*
 73. *...*
 74. *...*
 75. *...*
 76. *...*
 77. *...*
 78. *...*
 79. *...*
 80. *...*
 81. *...*
 82. *...*
 83. *...*
 84. *...*
 85. *...*
 86. *...*
 87. *...*
 88. *...*
 89. *...*
 90. *...*
 91. *...*
 92. *...*
 93. *...*
 94. *...*
 95. *...*
 96. *...*
 97. *...*
 98. *...*
 99. *...*
 100. *...*

[illegible]

1. **Le monde**
 2. **Le monde**
 3. **Le monde**
 4. **Le monde**
 5. **Le monde**
 6. **Le monde**
 7. **Le monde**
 8. **Le monde**
 9. **Le monde**
 10. **Le monde**
 11. **Le monde**
 12. **Le monde**
 13. **Le monde**
 14. **Le monde**
 15. **Le monde**
 16. **Le monde**
 17. **Le monde**
 18. **Le monde**
 19. **Le monde**
 20. **Le monde**
 21. **Le monde**
 22. **Le monde**
 23. **Le monde**
 24. **Le monde**
 25. **Le monde**
 26. **Le monde**
 27. **Le monde**
 28. **Le monde**
 29. **Le monde**
 30. **Le monde**
 31. **Le monde**
 32. **Le monde**
 33. **Le monde**
 34. **Le monde**
 35. **Le monde**
 36. **Le monde**
 37. **Le monde**
 38. **Le monde**
 39. **Le monde**
 40. **Le monde**
 41. **Le monde**
 42. **Le monde**
 43. **Le monde**
 44. **Le monde**
 45. **Le monde**
 46. **Le monde**
 47. **Le monde**
 48. **Le monde**
 49. **Le monde**
 50. **Le monde**
 51. **Le monde**
 52. **Le monde**
 53. **Le monde**
 54. **Le monde**
 55. **Le monde**
 56. **Le monde**
 57. **Le monde**
 58. **Le monde**
 59. **Le monde**
 60. **Le monde**
 61. **Le monde**
 62. **Le monde**
 63. **Le monde**
 64. **Le monde**
 65. **Le monde**
 66. **Le monde**
 67. **Le monde**
 68. **Le monde**
 69. **Le monde**
 70. **Le monde**
 71. **Le monde**
 72. **Le monde**
 73. **Le monde**
 74. **Le monde**
 75. **Le monde**
 76. **Le monde**
 77. **Le monde**
 78. **Le monde**
 79. **Le monde**
 80. **Le monde**
 81. **Le monde**
 82. **Le monde**
 83. **Le monde**
 84. **Le monde**
 85. **Le monde**
 86. **Le monde**
 87. **Le monde**
 88. **Le monde**
 89. **Le monde**
 90. **Le monde**
 91. **Le monde**
 92. **Le monde**
 93. **Le monde**
 94. **Le monde**
 95. **Le monde**
 96. **Le monde**
 97. **Le monde**
 98. **Le monde**
 99. **Le monde**
 100. **Le monde**

RESIDENCES CLUB

3^e AGE
 Spécialiste Cds d'Age
 Cabinet INDEXA
 52, av. de l'Alouette - 11 05
 Tel. 782 11 00 - 11 05 11 00
 IF 4 14 14



AFFAIRES

Le plan de redressement d'A.E.G.-Telefunken

- Cinq banques contrôlent 60 % du capital du groupe
- Treize mille suppressions d'emplois

Le conseil de surveillance d'A.E.G.-Telefunken, numéro deux de l'électronique en Allemagne fédérale, a approuvé, le 3 décembre, les grandes lignes d'un plan de redressement draconien qui sera soumis en janvier aux actionnaires, et un effort financier considérable. Le plan, mis sur pied par la direction du groupe et un consortium de vingt-cinq banques dirigés par le Dresdner Bank, deuxième banque commerciale ouest-allemande, a été adopté à l'unanimité. Le plan vise à réduire de 20 % le chiffre d'affaires du groupe (sur cent milliards de D.M. en 1979) à 80 milliards de D.M. en 1982, tout en maintenant le niveau de production et de ventes.

Le plan vise à réduire de 20 % le chiffre d'affaires du groupe (sur cent milliards de D.M. en 1979) à 80 milliards de D.M. en 1982, tout en maintenant le niveau de production et de ventes. Le plan vise à réduire de 20 % le chiffre d'affaires du groupe (sur cent milliards de D.M. en 1979) à 80 milliards de D.M. en 1982, tout en maintenant le niveau de production et de ventes. Le plan vise à réduire de 20 % le chiffre d'affaires du groupe (sur cent milliards de D.M. en 1979) à 80 milliards de D.M. en 1982, tout en maintenant le niveau de production et de ventes.

Le plan vise à réduire de 20 % le chiffre d'affaires du groupe (sur cent milliards de D.M. en 1979) à 80 milliards de D.M. en 1982, tout en maintenant le niveau de production et de ventes. Le plan vise à réduire de 20 % le chiffre d'affaires du groupe (sur cent milliards de D.M. en 1979) à 80 milliards de D.M. en 1982, tout en maintenant le niveau de production et de ventes.

Le plan vise à réduire de 20 % le chiffre d'affaires du groupe (sur cent milliards de D.M. en 1979) à 80 milliards de D.M. en 1982, tout en maintenant le niveau de production et de ventes. Le plan vise à réduire de 20 % le chiffre d'affaires du groupe (sur cent milliards de D.M. en 1979) à 80 milliards de D.M. en 1982, tout en maintenant le niveau de production et de ventes.

L'indexation des obligations de la Caisse d'épargne

En faisant modifier par l'Assemblée nationale les modalités de réajustement des obligations de la Caisse d'épargne, le gouvernement a décidé de leur appliquer l'indexation des obligations de la Caisse d'épargne.

En faisant modifier par l'Assemblée nationale les modalités de réajustement des obligations de la Caisse d'épargne, le gouvernement a décidé de leur appliquer l'indexation des obligations de la Caisse d'épargne.

En faisant modifier par l'Assemblée nationale les modalités de réajustement des obligations de la Caisse d'épargne, le gouvernement a décidé de leur appliquer l'indexation des obligations de la Caisse d'épargne.

En faisant modifier par l'Assemblée nationale les modalités de réajustement des obligations de la Caisse d'épargne, le gouvernement a décidé de leur appliquer l'indexation des obligations de la Caisse d'épargne.

En faisant modifier par l'Assemblée nationale les modalités de réajustement des obligations de la Caisse d'épargne, le gouvernement a décidé de leur appliquer l'indexation des obligations de la Caisse d'épargne.

En faisant modifier par l'Assemblée nationale les modalités de réajustement des obligations de la Caisse d'épargne, le gouvernement a décidé de leur appliquer l'indexation des obligations de la Caisse d'épargne.

AGRICULTURE

Conseil de guerre des producteurs de moutons français

« Ils ne passeront pas »

« Ils ne passeront pas »... Les producteurs de moutons français ont tenu, mardi 5 décembre, une réunion de conseil de guerre à Paris. Ils ont décidé de résister à la baisse des prix imposée par le gouvernement.

« Ils ne passeront pas »... Les producteurs de moutons français ont tenu, mardi 5 décembre, une réunion de conseil de guerre à Paris. Ils ont décidé de résister à la baisse des prix imposée par le gouvernement.

« Ils ne passeront pas »... Les producteurs de moutons français ont tenu, mardi 5 décembre, une réunion de conseil de guerre à Paris. Ils ont décidé de résister à la baisse des prix imposée par le gouvernement.

RENCONTRE R.P.R.-F.N.S.E.A.

Rencontre entre le R.P.R. et la F.N.S.E.A. pour discuter des problèmes agricoles.

CONJONCTURE

La conjoncture économique en France et dans le monde.

LE MONDE

Les événements internationaux de la semaine.

LES BUREAUX

Les bureaux de la semaine.

INVESTISSEZ EN BEAUTÉ

Investissez en beauté avec Jean Mick.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

Discussions difficiles... Les syndicats des conducteurs de bus et le ministre des transports.

Discussions difficiles... Les syndicats des conducteurs de bus et le ministre des transports.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La documentation française.

